COLLECTIF NOVEMBRE POUR LE SOCIALISME

Ce site présente les études, réflexions et publications du "Collectif novembre pour la souveraineté nationale, une économie autocentrée et le socialisme." L'ordre des objectifs est notre ordre de priorité.

ALGÉRIE POLITIQUE, ECOLE POPULAIRE DE PHILOSOPHIE ET DES SCIENCES SOCIALES., EDUCATION - FORMATION., LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE.

Genèse, caractéristiques, évolution et perspectives du « Hirak ». Une contribution, rendue publique, de B. LECHLECH.

Date: 22 septembre 2020
Author: collectifnovembrepourlesocialisme
0 Commentaires

Cette contribution était destinée, à l'origine, à un débat entre quelques partisans du socialisme et des militants anti-néocolonialistes. Elle est rendue publique pour un débat plus général.

Préambule:

Dans cette modeste contribution, sur la base d'une tentative d'approche marxiste-léniniste(1) de l'histoire immédiate, sur le « Hirak » ou soulèvement populaire, je m'appuierai sur une reconstitution chronologique approximative des divers faits marquants amassés dans les sources journalistiques et orales de première main, en plus de certains échanges avec des camarades et ami(e)s, d'internet (avec la nécessaire prudence exigée à cause de la propagande perfide – fake news – des protagonistes), et de l'observation directe de l'événement à Oran pendant plusieurs semaines et Alger pendant le 8 novembre 2019 et les 21 /22 février 2020. N'ayant pas accès aux sources policières et autres archives publiques des services de renseignements, importantes pour confronter les diverses données, et suffisamment de recul, je considère livrer ici une brève analyse préliminaire sur le déroulement enchainé et apparent des séquences de cet événement historique qui nécessite d'être approfondie à l'avenir lorsque toutes les faces cachées seront plus visibles aux chercheurs. La prudence et le doute s'imposent encore plus dans ce cas.

En 2014 j'avais souligné, dans une contribution politique sur les instruments politiques de la révolution, le rôle primordiale du ''… mouvement des masses populaires que rien ne remplacera, pas même les trois instruments politiques nécessaires réunis ensemble…''.(2) En faisant allusion au parti d'avant-garde de la classe ouvrière et ses cadres d'alliance impératifs durant cette étape.

D'une petite étude historique critique consacrée aux manifestations populaires de décembre 1960, en 2011, j'extrais de la première note la remarque suivante:

''L'auteur n'est pas partisan de la conception policière de l'histoire qu'il trouve même dangereuse, mais pense qu'à chaque facteur il faut donner sa juste proportion. Le pouvoir d'Etat politique depuis la nuit des temps use de services spéciaux dont l'action en progrès constant est secrète et déroutante , et mérite l'attention de l'historien comme toute autre forme d'action de masse , médiatique , diplomatique , militaire , politique … Et c'est la sous-estimation de l'étude de l'histoire de la fonction secrète qui serait étonnante pour la compréhension globale du passé , en éclairant au maximum ses multiples énigmes et sa face cachée . C'est tout l'art du métier d'historien qui doit bannir « la théorie ou plutôt le mythe du complot » sans négliger l'étude scientifique de « l'iceberg de l'histoire » qui relève des méthodes du monde de l'espionnage et du contre-espionnage , des hommes de l'ombre comme on dit dans leur propre jargon.'' (3)

J'ai déjà fait une contribution succincte sur le « Hirak » en septembre 2019, sous forme d'analyse de la situation politique nationale(4) et un texte de projet de déclaration de principe à la veille du 1er novembre 2019 qui caractérise la phase que traverse l'Algérie de façon condensée et détermine les orientations générales d'une ligne de conduite comme alternative propice à débattre. C'était à la veille du scrutin des présidentielles du 12 décembre 2019, pour lequel avec un groupe informel de camarades de l'ex-P.A.G.S., nous avons appelé à y participer tactiquement par un bulletin nul,(5) alors que jusque-là, on avait toujours boycotté toutes les élections durant le long règne du président coopté et imposé à notre peuple et qui lui promit démagogiquement au début, la dignité « العزة و الكرامة» mais en finalité, lui servit par le stratagème de la ruse politicienne l'avilissement et le mépris.

Dés le début du « Hirak », j'ai fait circuler l'information d'un politologue iranien de source des renseignements de son pays, qui signalera dans le journal libanais El Akhbar en arabe, le déploiement de forces opérationnelles aux diverses frontières de l'Algérie dans des bases occidentales (U.S.A., France, Israël) pour guetter l'évolution de la situation du mouvement populaire. Cette information sera très vite reprise par la presse algérienne écrite et électronique. (6)

1-Genèse du « Hirak » :

وفاءا للشهداء الوطن
ومن أجل مستقبل أجيالنا
Algerian and Proud

Le dit « Hirak » algérien s'était déclenché progressivement sous forme de contre-manifestations, dans un mouvement ascendant, en réaction et rétroaction aux multiples regroupements initiés par l'alliance bouteflikienne au pouvoir, dans le cadre des présidentielles d'avril 2019 autour d'un «portrait» d'une semi-momie. Il a eu comme facteur déclenchant principal, l'annonce du 5éme mandat vécue par le peuple algérien comme une humiliation et une remise en cause du caractère républicain de son Etat-National, acquis de la guerre d'indépendance nationale, avec le soutien extérieur des pays qui ont parrainé depuis 1999 l'accession au pouvoir du despote Abdelaziz Bouteflika, France-U.S.A.-E.A.U. et paradoxalement, l'opposition de l'Etat profond qui l'avait

CATÉGORIES
- Afrique (7)
- Algérie Politique (49)
- Algérie questions culturelles. (44)
- Arts et littérature. (20)
- Asie (38)
- Chine (35)
- Chine-USA (30)
- Collectif novembre pour la souveraineté nationale, une économie autocentrée et le socialisme (10)
- Crise du capitalisme (53)
- Ecole populaire de philosophie et des sciences sociales. (53)
- Economie (70)
- Education – formation. (121)
- Europe (25)
- Géostratégie (112)
- Histoire (72)
  - Amérique Latine. (3)
- Impérialisme (113)
- Iran (9)
- Lutte de libération nationale. (64)
- Moyen-Orient (44)
- Non classé (23)
- Palestine (20)
- Philosophie des sciences – Sciences-Recherche scientifique – (12)
- Questions internationales. (103)
- Russie (22)
- Santé- Populations (56)
- USA (65)
- Vidéos (6)

Suivre

ARCHIVES
- septembre 2020 (22)
- août 2020 (24)
- juillet 2020 (23)
- juin 2020 (33)
- mai 2020 (47)
- avril 2020 (46)
- mars 2020 (10)
- février 2020 (5)
- janvier 2020 (6)

ARTICLES RÉCENTS

Genèse, caractéristiques, évolution et perspectives du « Hirak ». Une contribution, rendue publique, de B. LECHLECH.
22 septembre 2020

La destruction de l'Ukraine est le premier pas vers la troisième guerre mondiale, l'affaire Navalny est le suivant. par Dimitris Konstantakopoulos.
21 septembre 2020

UNE UNITÉ MILITAIRE D'ÉLITE BRITANNIQUE FORMÉE SECRÈTEMENT PAR LE DÉFENSEUR DU CHANGEMENT DE RÉGIME DE GAUCHE GILBERT ACHCAR ET D'AUTRES UNIVERSITAIRES. Par Ben NORTON.
20 septembre 2020

DE LA LUTTE DES MASQUES A LA LUTTE DES CLASSES. Par Bruno GUIGUE.
19 septembre 2020

Quatre heures à Chatila. Jean GENET. (Sur les massacres des palestiniens à Sabra et Chatila- 1982)
15 septembre 2020

Suivre Collectif novembre pour le socialisme

intronisé au début et soutenu pendant les trois premiers mandats, en modifiant la constitution sur le nombre des mandats présidentiels. La police politique dirigée par le général-major Mohamed Mediène dit Toufik – dont l'hégémonie planait sur les deux autres pôles du pouvoir (Présidence et Etat-major) depuis 1992 – n'ayant pas réussi à surseoir au 4éme mandat, avait perdu sa prééminence au profit de l'Etat-major de l'A.N.P. dirigé par le défunt général-major Ahmed Gaïd Salah depuis 2013, tout en gardant une forte influence sur la société civile et l'appareil d'Etat à travers la toile tissée de ses réseaux d'auxiliaires qui n'épargna aucune sphère avec toutes ses ramifications tentaculaires.(7) Cette rivalité chronique trouve ses profondes racines historiques dans le conflit permanent entre maquisards et D.A.F.(8) surtout à partir de la création de l'E.M.G. unifié en 1960 au sein de l'A.L.N. sous la direction du défunt colonel Houari Boumediene, transposé dans l'A.N.P. après l'indépendance en 1962 et se cristallisant pendant les crises successives dans les luttes autour du pouvoir disputé par les multiples franges de la petite bourgeoisie qui en avait l'hégémonie ; ensuite celles de la bourgeoisie conquérante des hautes sphères de ses arcanes depuis l'ère de l'infitah libéral de 1981 qui fortifia progressivement sa domination sur les rouages de l'économie.(9)

Tous les indices démontrent que ce sont les mêmes réseaux agissant timidement contre le 4éme mandat, qui s'étaient redéployés dans une offensive acharnée contre le 5éme et cette fois-ci avaient leur propre candidat sosie en la personne du général Ali Guediri, même si l'appel à manifester le vendredi 22 février 2019 demeura anonyme. Ils constituaient la principale force politique avec leurs relais dans les partis de toutes obédiences, les associations, les syndicats, les médias, les appareils de l'Etat, les assemblées, les centres de recherche, les ''réseaux sociaux'' (facebook et Youtube)…animés par les dhoubabs (trolls) et des agitateurs-propagandistes et manipulateurs professionnels (Bensedira, Rahmani, Derradji…)(10) voire anonymes et un éclaireur-voltigeur politique, déguisé en faux-candidat qui sillonna le territoire national de bout en bout, chauffant les esprits des jeunes algériens, soulevant ''la populace'' contre la mascarade électorale par une pré-campagne sous forme de contre-mascarade. Il s'était déjà illustré comme candidat en 2014 en Algérie et même en France auparavant, en l'occurrence Rachid Nekkaz, un B.H.L. franco-algérien, capitalisant une expérience appréciable dans la stratégie et les techniques de manipulation des foules et ayant à sa disposition une manne financière inépuisable le dotant d'un don d'ubiquité qui lui permit de narguer partout l'équipe de l'homme figé au fauteuil roulant, y compris en Suisse où il a été évacué pour le rendre plus présentable, au moment opportun du scrutin explosif.(11)

Il est vrai que d'autres forces politiques se sont aussi préparées contre le 5éme mandat, gravitant autour de la nébuleuse islamiste à travers la chaine T.V. d'El-Magharibia et les ''lives'' des leaders de Rachad, le mouvement berbériste et la chaîne berbère T.V., la social-démocratie avec toutes ses variantes dont le trotskysme, l'opposition libérale… et avaient décidé de s'engager dans la bataille des élections présidentielles. Le candidat de l'Etat profond s'était même distingué des autres, acceptant de défier Abdelaziz Bouteflika en le concurrençant !(12)

Avec le recul, on peut déduire que l'appel à manifester le 22 février provient des réseaux de l'ex-D.R.S., mais le grandiose torrent des masses populaires déferlant partout les grandes artères des villes et surtout de la capitale, avait dépassé tous leurs calculs et prévisions.(13) Comme en décembre 1960, les contre-manifestations populaires initiées secrètement par les réseaux gaullistes de ''l'Algérie algérienne'' -dirigés par le colonel François Coulet, directeur des affaires politiques – en réaction aux manifestations des partisans de ''l'Algérie française'' et ''récupérées'' par le F.L.N.-A.L.N., avec le mot d'ordre ''d'Algérie musulmane et indépendante''(14), le « Hirak », surprenant dans un premier temps l'Etat-major de l'A.N.P., sera vite ''récupéré'' par ce dernier avec le mot d'ordre « Djeïch Chaâb khawa khawa », contre le 5éme mandat et le prolongement du 4éme etc. L'intervention massive de la classe ouvrière, en amont du « Hirak » dans tous les secteurs de l'économie nationale, surtout le mois de mars de l'année 2019, pesa de tout son poids sur celle de l'A.N.P. et avait été déterminante(15) pour faire avorter le projet du 5éme mandat, grâce au rapport des forces sociopolitique résultant de l'affrontement de classe, masqué et déformé pour la perception consciente par le tiraillement entre clans, au moment culminant du mouvement, confirmant le rôle principal des masses populaires dans la marche et le façonnement objectif de l'histoire…(16) en amorçant l'issue à la crise politique et institutionnelle d'un régime aux abois.

2-Principales caractéristiques du « Hirak »:

Ce grandiose sursaut populaire patriotique à caractère national, anti-néocolonial, anti-impérialiste, antisioniste(17)massif mais hétérogène et interclassiste à dominance juvénile mixte et pacifique – dans sa première phase – qui se propagea dans tous les recoins urbains du pays, l'émigration et parmi la diaspora, peu à peu se fraya sa voie en s'autonomisant relativement par rapport aux douteux initiateurs et marginalisa les prétendus leaders politiques, y compris les postulants au trône d'El Mouradia, qui s'étaient compromis avec le pouvoir, prenant le train en marche et tentant vainement de le récupérer.(18) Il préserva sa force de frappe grâce à son unité autour de l'objectif commun et consensuel principal pour faire déguerpir le noyau dur de l'alliance présidentielle constitué autour du dauphin Saïd Bouteflika, qui en fait usurpait la fonction de son frère aîné depuis son handicap.(19) Mais ce dernier manœuvra jusqu'à la fin, en résistant de toute son énergie dans sa lente agonie, modifiant sa tactique d'alliance en renouant avec l'ex-chef du D.R.S. et appelant à la rescousse l'assistance directe de l'Etat néocolonial (la France) à travers son ambassade et la D.G.S.E. qui l'avait soutenu jusqu'au bout.(20) Il était déterminé à s'accrocher à tout prix au pouvoir en faisant certaines concessions aux adversaires, même en recourant à la répression féroce par tous les moyens, en fomentant des troubles entre les manifestants et les forces de maintien de l'ordre, tentant de provoquer un bain de sang(21) et par conséquent une situation idoine à l'intervention étrangère impérialiste qui guette le moment propice.

L'enjeu politique capital de préserver un pôle important du pouvoir – la présidence – après avoir amassé une grosse fortune, formé un système clientéliste interne basé sur la redistribution calculée de la rente et l'idéologie du soufisme transformée en maraboutisme charlatanesque,(22) entretenir des soutiens internationaux auprès des multinationales, et les grandes puissances capitalistes(U.S.A., France…), en dilapidant l'argent public, institutionnalisant la corruption, en vilipendant son peuple laborieux et le prenant en otage par toutes sortes de subterfuges.(23) Tout cela démontre l'étroitesse de vue d'un segment de l'oligarchie capitaliste financière et compradore montante qui par égoïsme et avidité n'ayant pas pris conscience pour soi à temps, qu'elle courut le risque de tout faire perdre à l'ensemble de sa classe sociale, en étant encore au stade d'une conscience en soi(24). L'irruption soudaine du « Hirak » n'est pas due à la puissance de la classe ouvrière et à ses organisations syndicales et politiques, qui ne sont nullement derrière son déclenchement en tant qu'initiateurs, mais à la discorde des représentants de diverses fractions de la classe bourgeoise qui n'ont pu s'accorder sur un candidat commun pour prendre le relai d'Abdelaziz Bouteflika sur la base d'un consensus politique.(25)

Mais les causes profondes, qui ont fait que les masses populaires ont rejoint l'action de la revendication du rejet du 5éme mandat au fur et à mesure en participant aux marches unitaires et intergénérationnelles urbaines, ensuite par un mouvement gréviste de la classe ouvrière qui paralysa toute l'économie nationale en s'étendant même aux hydrocarbures (26) – plus efficace quant à son effet sur la décision des centres du pouvoir, sont matérielles et à caractère socioéconomique d'abord engendrées par la voie libérale suivie depuis 1981, approfondie ensuite en 1994, par l'injonction du F.M.I. et de la Banque Mondiale et aggravée par les mesures du pouvoir partagé toufiko-bouteflikien jusqu'en 2014 – contrairement aux racontars actuels des idéologues dirigeants les partis du libéralisme (laïcs et islamistes), de la social-démocratie (dont la variante trotskyste) et les falsifications des analystes de tout acabit. Ce choix a eu des conséquences néfastes sur la vie de la majorité des algériens (précarité et chômage, misère, difficultés de se soigner, de trouver un toit, inflation, inégalités, ''Harga'', mendicité et même faire les poubelles…), en plus évidemment des restrictions imposées aux travailleurs de s'organiser sur un plan syndical ou politique, l'entrave au droit de grève, le délit d'opinion…Les luttes des différentes catégories sociales opprimées,(27) sous toutes les formes, accumulées depuis plusieurs décennies contre la politique capitaliste – avec son lot de malheur et de répression – ont contribué à élever la conscience sociale, à acquérir de l'expérience dans l'organisation et à tirer des enseignements des échecs. La transmission orale ou écrite des leçons de l'histoire et la mémoire populaire contribua à l'éducation militante de la jeune génération, surtout à l'ère de la connexion par le portable et l'internet qui ont modifié radicalement les conditions de communication, accéléré le flux de l'information, et facilité l'échange et la coordination virtuellement avant de concrétiser sur le terrain un objectif quelconque.(28) L'attitude abstentionniste graduelle et exponentielle des masses populaires durant les deux dernières décennies, qui à défaut de s'exprimer par d'autres formes de lutte possible s'imposa, reflétait une forme de résistance politique passive lors de tous les scrutins, et non une quelconque démission totale.(29)

Ces divers facteurs objectifs et subjectifs dans leur rapport dialectique complexe rendent intelligible la dynamique de l'évolution sociopolitique. Dans le cas du « Hirak », il aurait fallut un catalyseur pour que le mouvement populaire de cette dimension, malgré ses contradictions internes, se propulsât de l'avant et balayât l'obstacle principal qui entravait sa progression pour atteindre le but commun qu'il s'était fixé, en tenant compte des rapports de force et des limites de l'étape(30) historique de la révolution démocratique nationale, qui après avoir connu des phases de recul, voire de régression remettant en cause le caractère social et républicain, acquis de son mouvement de libération nationale pour lequel des sacrifices inouïs ont été fait, une sorte de régime de gouvernance amalgamé de despotisme et de népotisme s'appuyant sur l'alliance d'élites représentantes de néo-'assabiyates.

Cette forme inédite de superstructure est le produit particulier de l'histoire algérienne correspondant à une base matérielle ou infrastructure d'un capitalisme parasitaire néo-colonisé représenté par la mainmise des multinationales et une nouvelle oligarchie compradore divisée en fractions concurrentes qui a proliféré sur les ruines du secteur public productif déstructuré par les reformes libérales incessantes, la remise en cause du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur et la libéralisation du secteur banquier ainsi que le début d'émergence d'une tendance monopoliste privée d'un capitalisme de la périphérie au développement entravé.(31)

Le renouvellement de la sainte alliance, entre Saïd Bouteflika et le général – major Medième Toufik, concoctée dans la précipitation, après la rupture de 2014, exprimant des intérêts colossaux de l'oligarchie qui foisonna à l'ombre du pouvoir bouteflikien, se prépara même à la guerre civile pour défendre par la violence milicienne(32) sa position dominante dans la société et son hégémonie sur les principaux leviers du pouvoir. Mais une autre alliance adverse naissante et insoupçonnable, constitua un vrai rempart infranchissable à ses desseins machiavéliques, celle de l'A.N.P. – guidée par un courant patriotique héritier de la belle époque boumédieniste de ''Djeïch Chaâb dhad erradj3iya'', renforçant progressivement sa position sur le commandement de l'armée depuis l'année 2015 – et des masses populaires constituant le principal contingent insurgé du « Hirak », avec le slogan ''Djeïch Chaâb khawa khawa'' dans la première phase de cette révolte populaire.(33)

Le plus dangereux piège fut tendu à ce dernier et aux forces de police le vendredi 12 avril 2019 – il y'a eu certes d'autres escarmouches successives auparavant, même mort d'homme – pour enclencher l'affrontement entre les deux blocs alliés et noyer dans le sang la marée humaine à la place Maurice Audin devant l'entrée du tunnel, à travers l'intrusion de casseurs. C'était un plan prémédité dont une voix avait averti la veille timidement dans les réseaux sociaux,(34) alors que le président avait été déjà démis de ses fonctions le 02 avril 2019, dans le but de briser l'alliance entre le peuple et l'ANP, qui seule était capable de féconder une puissance à un degré suffisant pour neutraliser l'adversaire redoutable rompu aux manœuvres de la diversion, de la désinformation et de l'intoxication. L'ex-D.R.S. avait une longueur d'avance importante d'influence sur la société par rapport à l'Etat-major de l'A.N.P. qui lui, renforça sa position dans l'armée et les autres services de sécurité de 2015 à 2018.(35)

Une vaine tentative d'infiltration d'éléments d'Otpor et autres ''printanistes'' à Oran et dans la capitale, en particulier parmi les étudiants lors de leur marche du mardi après-midi sera neutralisée. Mais des éléments ''meneurs'' avaient réussi à entraîner quelques uns de certains instituts dans une grève ''politique'' injustifiée sans aucun rapport avec leurs propres revendications pédagogiques, sociales ou matérielles…(36) après cette grave dérive du tunnel des facultés, lors du vendredi d'avant, qui tenta obliquement cette fois-ci de faire déraper le « Hirak » dans un cycle de violence aux conséquences imprévisibles. Son bilan fut le plus lourd, faisant des centaines de blessés parmi les paisibles manifestants et les policiers qui ont été forcés d'utiliser les bombes lacrymogènes et les balles en caoutchouc, dans un cafouillage total.(37)

L'usage de l'art subversif de la rue par les manifestants et en parallèle sur les divers réseaux sociaux, notamment par de jeunes talents, se déploiera avec beaucoup de génie et d'imagination et développera l'esprit créatif des artistes (musique et chant, art plastique, danse, poésie, caricature…).Tandis que l'humour populaire et la dérision politique exprimera les aspirations légitimes étouffées par un pouvoir libéral autoritaire dans une situation socio-économique dramatique ainsi que par l'absence de la liberté d'expression et des libertés démocratiques des couches populaires et moyennes inférieures. Mais certains activistes, dans la seconde phase du « Hirak » en feront l'usage dans l'intérêt contraire au « Hirak » initial, à la manière du modèle déstabilisateur du ''printemps arabe'', en puisant particulièrement dans le répertoire des caricaturistes et billettistes, prétendus ''talents'' champions de la normalisation avec l'entité sioniste récompensés par les ambassades de France, U.S.A.…(38)

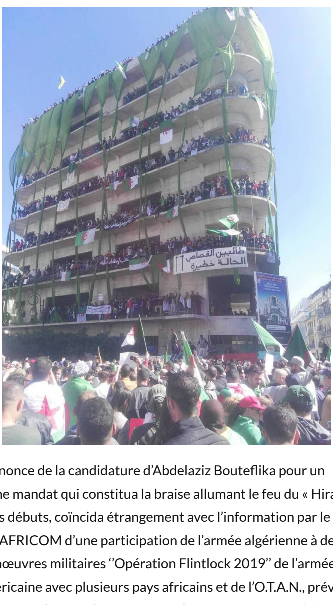
A un moment donné du « Hirak » à Alger, vers la fin de sa seconde phase, des manifestants utiliseront symboliquement à partir de leurs balcons, des mortiers et des pilons rappelant tristement l'action des éléments du Front de l'Algérie Française avec des casseroles ! Quelle imitation nostalgique de forme d'action d'un mouvement de masse réactionnaire ! Et quel honte !(39)

On note la faiblesse de la participation paysanne, mais non son absence totale. Des groupes d'hommes se déplaceront aux chefs-lieux de leur Wilaya pour participer aux manifestations durant la première phase ascendante du « Hirak ».(40)

De facto l'Etat-major de l'A.N.P., sans l'avoir prémédité, géra la phase de transition qu'une situation inédite imposa au pays. Et le caractère globalement pacifique du « Hirak », il le doit incontestablement au haut commandement de l'armée, qui déjoua toutes les tentatives souterraines de l'ex-D.R.S. pour le faire dévier de sa propre trajectoire et de cette forme de lutte choisie. La première victoire principale – destitution du despote – imprima un caractère festif et joyeux au « Hirak » et permis de formuler de nouvelles revendications, notamment l'application du mot d'ordre ''klitou lebled ya serraquin'' de la lutte contre la corruption qui traîna devant les tribunaux des personnalités intouchables jusque-là parmi les oligarques, les généraux, les ministres et premiers ministres, de hauts responsables…(41)Cette mesure contestée par certains qui y voyait juste un règlement de compte entre clans rivaux, sera aussi applaudie par de larges couches de la population et fêtée par la majorité composant le « Hirak » populaire dans des liesses lors des regroupements devant les tribunaux, les files de gens courant derrière les cages-fourgons des prisons d'Alger, arrosant les arrogants d'hier par des jets de yaourt. Cela constituait le début d'une mesure nécessaire qui devait se poursuivre fermement sans attendre, soi-disant l'instauration future de la ''justice indépendante'' dans un idéal ''Etat de droit'' revendiquée depuis toujours. D'un point de vue stratégique, pour la sécurité et la stabilité de l'Etat-National dans un contexte international et régional tendu et détérioré, la lutte implacable contre la corruption, sans pitié, reste vitale.(42) Cette malédiction est bien sûr immanente au système capitaliste lui-même qui la génère et que l'Algérie ne peut extirper radicalement qu'en réunissant les conditions objectives et subjectives en perspective d'une véritable révolution sociale.

D'autres revendications pendant la fin de cette première phase du mouvement populaire seront mises en avant, comme la destitution des 3 B, l'exigence d'une phase de transition comme préalable à de nouvelles élections présidentielles – revendiquée par certaines forces politiques – qui pourtant étaient prêtes à s'engager dans la bataille électorale du 18 avril 2019, de surcroit même avec la candidature du ''cadre'' pour certains(43), et le mot d'ordre mystificateur de la phraséologie fantaisiste petite-bourgeoise du dégagisme nihiliste, le fumeux ''Yetnehaw Gaâ'' à connotation anarchisante menant inévitablement à l'impasse totale et au chaos.(44) L'enivrement d'activistes ONGisé(e)s endoctrinant une partie de la jeunesse annonça, par les tentatives de provocation de certains agents de l'ordre, la mutation du « Hirak » original. Déjà la veille de la journée du dérapage partiel de la manifestation à Alger-centre, Saïd Saâdi par son attaque frontale pernicieuse contre feu Ahmed Gaïd Salah, en sa qualité de chef d'Etat-major de l'A.N.P., de la manière provocatrice dont il est habitué, l'invite à faire rentrer l'armée dans les casernes avant de démissionner. Celle qu'il avait appelée de toutes ses forces, lorsqu'elle était dirigée en 1992 par les parrains de la création de son parti le R.C.D.,(45) de jouer un rôle politique tant que l'orientation allait dans le sens qu'il désira. L'arrestation de l'oligarque Issad Rebrab, parmi d'autres de toutes les régions du pays, donna lieu à une levée de bouclier tonitruante de la part des partisans de l'idéologue de ''l'échec recommencée'' Saïd Saâdi, Karim Tabou, Louisa Hanoune, Mustapha Bouchachi, Mokrane Aït Larbi, Saïd Salhi … et l'Etat néocolonial français, puis pris l'allure d'un communautarisme kabyle (grève des travailleurs de Cevital) qui accuseront le pouvoir de fait – avec à sa tête feu le chef d'Etat-major de l'A.N.P. – d'anti-kabyle et de tentative de division des manifestants, voire d'embrasement de la Kabylie ! L'homme étant déjà connu avoir fait son ascension sociale à l'ombre de l'ex-patron du D.R.S. et le parrainage du général Mohamed Touati (le cerveau), ayant le soutien de la France et être le pourvoyeur de fonds du candidat à la présidence le général Ali Guediri !(46) Mais le président français Emmanuel Macron préféra soutenir, tenu par un sacré deal en commun avec les U.S.A. et E.A.U., le ''cadre '' en fait le pouvoir présidentiel réel du dauphin Saïd Bouteflika qui, à défaut d'être candidat pour succéder ouvertement à son frère, régna en compromis avec les autres pôles du pouvoir sur la présidence pendant le 4éme mandat. Ce qui lui facilita la chose à l'Elysée c'est la présence d'un solide allié, l'ex-trotskyste lambertiste, de la même obédience d'ailleurs que lui (le converti), le conseiller spécial Benjamin Stora. Il avait investi depuis 2001 tout son espoir sur son appui moyennant sans aucun doute la contrepartie !(47)

3- Evolution du « Hirak »:



L'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un 5éme mandat qui constitua la braise allumant le feu du « Hirak » à ses débuts, coïncida étrangement avec l'information par le site de l'AFRICOM d'une participation de l'armée algérienne à des manœuvres militaires ''Opération Flintlock 2019'' de l'armée américaine avec plusieurs pays africains et de l'O.T.A.N., prévue juste avant le « Hirak ». Le P.A.D.S. dénoncera cette participation dans une déclaration du 24 février 2019, donc deux jours après le lancement du soulèvement populaire. Mais il n'y a aucune trace qui confirme cette information de la part de l'Algérie. Il y'avait certainement une connivence de la fraction pro-américaine du pouvoir qui cherchait de nouveau le soutien de cette superpuissance, comme lors du 4éme mandat, en faisant miroiter un plus grand rapprochement avec elle sur un plan militaire et sécuritaire.(48)

Une seconde et nouvelle phase commencera pour le « Hirak » qui se vida des larges masses populaires et l'arrêt des débrayages des zones industrielles et tous les secteurs de la production, des différents services socio-économiques – des millions de personnes – (après le limogeage du président), pour laisser la place aux troupes aguerries des forces politiques coalisées et où l'initiative appartiendra aux réseaux de l'ex-D.R.S. disséminés partout, qui passeront à la contre-offensive, profitant de quelques erreurs tactiques du haut commandement de l'A.N.P., et du manque d'expérience politique et de maturité chez la grande masse des jeunes pour saisir les vrais enjeux des luttes se déroulant dans un contexte géopolitique régional et international défavorable aux forces de la paix et de la lutte anti-impérialiste(49). Certes une toute petite marge de manœuvre est permise à l'Algérie par l'instauration inéluctable d'un monde multipolaire grâce à l'émergence de la Chine et de la Russie ; mais la situation frontalière très étendue et tendue de tous les côtés reste instable et périlleuse par l'encerclement des bases militaires de l'O.T.A.N., le danger provenant de la Libye, du Sahel (infecté par la France) et de la frontière Ouest avec le Maroc à l'ambition expansionniste. Notre pays vit toujours une menace réelle et durable.(50)

Cette deuxième phase déclinante du « Hirak » – sauf à certaines dates symboliques – s'instaurera aussi progressivement après presque un trimestre et durera jusqu'aux présidentielles retardées fixées au 12 décembre 2019. Certains faits et tendances qui vont dominer cette période étaient déjà perceptibles dans la première phase, mais à l'état embryonnaire et potentiellement amplifiés. D'ailleurs il n'y a pas une cloison hermétique entre les deux moments, mais les faits marquants et dominants pendant le premier se réduiront pendant le second temps, pour laisser submerger d'autres nouvelles caractéristiques si on examine bien à rebours le déroulement du « Hirak » dans son processus d'évolution objectif correspondant aux normes de la conception scientifique de l'histoire. La possibilité est une réalité potentielle qui se concrétise parfois lorsque les conditions murissent et sont réunies. Elle préfigure toujours les prémisses d'apparition d'une alternative historique probable et réalisable qui se dégage de l'analyse globale et juste de la situation concrète.(51)

Les marches du mardi après-midi qui étaient celles des étudiants ont étés désertées à partir de l'été 2019 par eux pour laisser la place aux vieux et seulement quelques étudiants. Mais sur les réseaux sociaux elles étaient amplement gonflées !(52)

L'état-major de l'A.N.P., pour lequel s'était imposée la gestion d'une forme particulière de transition, mènera un programme de manœuvres le long de toutes les frontières du pays, pour dissuader toute force étrangère de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Algérie. Il s'appuiera sur deux principaux pays alliés, la Russie et la Chine dans sa stratégie de défense et de préservation de la souveraineté nationale. A la veille du scrutin présidentiel du 12 décembre 2019, il mènera de nouvelles manœuvres militaires en pleine méditerranée. Cela servira surtout à se prémunir contre un danger potentiel de l'O.T.A.N. (AFRICOM), la France et Israël dont les visées destructrices dissimulées contre l'Algérie souveraine sont réelles.(53)

L'agitateur principal Rachid Nekkaz, qui avait chauffé le tambour contre le 5éme mandat mais pour préparer le terrain au candidat de l'ex. D.R.S. Ali Guediri, épaulé financièrement et matériellement par Issad Rebrab, l'un des pivots de ce réseau, avait essuyé (avec son groupe) un arrosage de produits sur le balcon où ils étaient perchés à Alger-centre, pendant la première phase du « Hirak » massive.(54)

Avec la décapitation de la nouvelle sainte alliance opérée par l'arrestation spectaculaire principalement de Saïd Bouteflika et le général-major Medième Toufik, ainsi que le démantèlement de sa base de soutien logistique, cette seconde phase du « Hirak » verra le redéploiement de l'Etat profond néocolonial par l'émergence de la coalition dite de l'alternative démocratique – dont des forces néo-colonisées consciemment ou manipulées – dominante juste momentanément par rapport aux divers courants islamistes. Cette force politique coalisée mobilisera toutes ses potentialités pour faire avorter le scrutin avec la volonté d'imposer l'alternative politique de l'assemblée constituante précédée d'un triumvirat provisoire à la tête de l'Etat. Elle élabora une plateforme politique social-libérale dite ''de l'alternative démocratique''.(55) Dans son bras de fer faire avec l'Etat-major de l'A.N.P. gérant de facto la transition, elle se coalisera avec le courant islamiste, principalement le mouvement ''Rachad'' pour saborder l'échéance du 4 juillet 2019. Cette réorientation du cours du « Hirak » se basera sur des objectifs qui ne feront plus l'unanimité et ne rassembleront plus la majorité des gens. Mais l'événement de la coupe d'Afrique créera une accalmie et la victoire de l'Algérie, dont l'équipe nationale soutenue à fond et par tous les moyens du pouvoir d'Etat provisoire animé par l'Etat-major de l'A.N.P., isolera la force de la nouvelle alliance politique de l'opposition. De nombreux éléments activistes de cette mouvance ne manifesteront aucune joie avec le peuple, comme s'ils étaient déçus et souhaitaient discrètement la défaite de l'Algérie.(56) Ce front tactique exigera le départ du chef d'Etat-major comme préalable et dominera la scène du « Hirak » avec le mot d'ordre mystificateur de ''Dawla madaniya machi 3askariya''. Il galvanisera ses troupes au moment de la reprise des manifestations à partir du 1 novembre 2019 – alors qu'en été elles se sont drastiquement diminuées – autour d'un ''héros'' symbolique emprisonné, en l'occurrence Lakhdar Bouregaâ, au parcours controversé d'éternel opposant et déformé par ses propres admirateurs, et à l'accointance visible avec l'ex-D.R.S.. (57) Pendant cette période régna un climat de défoulement semblable à celui des stades, en particulier à Alger où on faisait gonfler les effectifs par des contingents de toutes les régions du pays, même en assurant le transport et la restauration aux gens. Mais la chaleur humaine et la solidarité qui régna pendant la première phase ont laissé la place à l'intolérance, l'invective, et au commerce de tout produit, y compris l'eau, en particulier à Alger. L'ingérence flagrante et directe sur le « Hirak » sera celle de la France néocoloniale, dans la mesure où les réseaux internes de la FrançAlgérie n'avaient pas l'influence suffisante pour peser sur la situation et modifier le rapport de force en leur faveur.(58)

Comme dans l'affaire de la Syrie et de la Libye, le P.C.F. – qui n'a de communiste que l'étiquette – et la France (prétendument) insoumise mouvement social-démocrate de Jean-Luc Mélenchon se sont bien démasqués en s'ingérant ouvertement dans la souveraineté nationale ! C'est le vrai visage du Front de Gauche qui défend l'Union Européenne néocolonialiste à laquelle l'Algérie est toujours ligotée.(59)

Si le mouvement populaire dans son apogée, tout en se massifiant avait créé des schismes dans l'édifice et les courroies de transmission du pouvoir politique, économique, sécuritaire, militaire – A.P.N., F.L.N., R.N.D., U.G.T.A., F.C.E., D.R.S. … – c'était bien au moment de son soutien ferme par l'Etat-major de l'A.N.P. et le noyau dur de son commandement. Mais un segment niché au sein du service de renseignement de l'armée, par une action sournoise, feutrée et un double jeu infiltra le « Hirak » avec le mot d'ordre de ''Badissia-Novembaria''créant l'amalgame dans sa première phase et profita du tournant de sa seconde phase déclinante pour fomenter une diversion politico-idéologique d'un courant anti-kabyle – avec la tenue d'une rencontre semi-secrète dans la région de Mostaganem d'où avait fuité la motion dite zéro kabyle – au moment de la rencontre d'Ifri du 20 août 2019 de la coalition dite de l'alternative démocratique, pour légitimer davantage son ambition d'accès au pouvoir. Ce produit politico-idéologique concocté par un laboratoire des services au sommet depuis quelques années à travers les réseaux sociaux, est une forme de contrepoids qui vise la création d'un équilibre dans la situation créée par le M.A.K. qui trouve lui aussi son origine logée dans la même enseigne.(60)La guéguerre entre deux segments du pouvoir-opposition à coup d'histoire, mémoire, linguistique, clanisme…sur la base de mythes et de contre-mythes avait pris le « Hirak » en otage obstruant la prise de conscience sur l'origine de la crise politico-institutionnelle et ses soubassements socio-économiques et par conséquent déterminer une juste alternative pour lui trouver une issue positive.

L'intrusion par effraction discrète de l'emblème berbère en dehors de la Kabylie s'était faite progressivement, par tâtonnement dans certaines villes, dans la phase première du « Hirak ». Elle constitua une désorientation vers le champ de la revendication identitaire engendrant des frictions parmi les masses populaires qui hisseront le drapeau national à toute occasion, réaffirmant le caractère national et patriotique du mouvement populaire. Ce dernier démontrera aussi son soutien au peuple palestinien, comme il en avait l'habitude auparavant, en faisant cohabiter le drapeau de la Palestine avec celui de l'Algérie.(61) L'emblème dit de ''Tamazgha'' qui avait été adopté, après sa création par l'Académie Berbère, secrètement puis semi- clandestinement et enfin ouvertement après le ''printemps berbère noir'' est devenu un mythe fondateur ancré dans la conscience chez des pans entiers de la jeune génération kabyle. L'O.N.G. du Congrès Amazigh Mondial, à l'activité et aux relations douteuses, ainsi qu'au financement intéressé, adopta et propagea cet emblème à l'échelle de toute l'Afrique du Nord, qui procréa à son tour une multitude d'emblèmes séparatistes en Algérie (Kabyle, Mozabite, Chaoui et Targui). Cet emblème berbère hissé partout et qui gênera l'action de l'Etat-major de l'A.N.P. depuis le début, mais celui-ci préoccupé par les objectifs politiques imposés par la crise politique et institutionnelle engendrée par le 5éme mandat présidentiel d'Abdelaziz Bouteflika, ne pouvait ouvrir plusieurs fronts de lutte. Il ne fera l'objet d'interdiction formelle qu'en juin 2019 – alors que la gendarmerie nationale avait l'instruction discrète de bloquer l'afflux des manifestants de la Kabylie vers Alger à cause de lui depuis le début – après plusieurs avertissements, pour le laisser confiné en Kabylie.(62) Des éléments berbéristes et activistes iront avec culot, jusqu'à le hisser avec celui d'Israël. Le fougueux Merzoug Touati à Bejaïa organisera même un sondage virtuel pour comparer l'attachement des algériens au drapeau de la Palestine avec celui d'Israël, il donnera ses résultats avec 51°/° au second et 49°/° au premier ! Cela illustre bien la dérive totale de cet activiste emprisonné pour ''délit d'opinion'' et ceux du M.I.K.(au lieu de dire M.A.K.).(63)Sur un plan géostratégique tout est fait pour faire de la Kabylie une enclave française de facto (comme Ceuta et Melilla) sous couvert d'indépendance avec le soutien de l'Etat et du mouvement sioniste, dont un courant autochtone se cristallise de plus en plus par l'attitude de normalisation ostensible ou discrète (Sansal, Dilem…). La diaspora Kabyle en France et au Québec – pas tous les kabyles qui sont pris de force dans un étau – où est exilé le G.P.K. de Ferhat Mehenni suivi de Saïd Saâdi et d'autres, constitue une force de soutien d'arrière-plan à ce projet.(64)

Cette situation qui s'accrut pendant la seconde phase du « Hirak » est le résultat de l'évolution d'une stratégie et d'une action de longue date de l'Etat colonial ensuite néocolonial. Elle prend en otage la population de la Kabylie qui vit des secousses, de temps à autre, d'un long processus historique objectif d'intégration à la nation algérienne moderne pour des raisons très particulières à la fois géographiques, culturelles, linguistiques et historiques ; paradoxalement elle met l'Etat-Nation en danger par de multiples et fréquents soubresauts intermittents du sommet de son édifice depuis l'indépendance nationale au moment des crises socio-économiques et politiques.(65) Le choix de la voie capitaliste depuis 1981 qui s'approfondira de plus en plus dans le contexte de la mondialisation aura des conséquences néfastes sur la vie de la population, surtout la jeunesse qui essaimera dans toute l'Algérie à la quête d'une stabilisation sociale, alors qu'une autre partie émigrera en Europe et ailleurs, surtout en France (comme pendant la période coloniale) et au Canada. Par contre, l'aire géographique de la Kabylie ne connait pas une migration de gens issus d'autres communautés et venant des autres régions arabophones ou berbérophones de l'Algérie, comme par le passé d'avant la colonisation française, à l'époque de la domination turque. D'ailleurs la naissance de la Kabylie au particularisme prononcé, va de pair avec celui de la nation algérienne moderne, parfois dans un rapport conflictuel de son élite et des représentants de ses structures locales avec celui de l'Etat central aspirant à l'hégémonie depuis la guerre d'indépendance nationale, en particulier le congrès de la Soummam et la naissance des embryons de ses institutions (A.L.N., C.N.R.A., G.P.R.A.). Ce congrès est instrumentalisé à fond dans la seconde phase du « Hirak » qui tenta de le ressusciter symboliquement par une rencontre de la coalition dite de l'alternative démocratique à la date du 20 août 2019 par une commémoration maladroite, occultant la date historique du 20 août 1955 qui constitua un tournant décisif de la lutte armée. A cette occasion, l'amalgame sera entretenu entre le mot d'ordre de ''Dawla madaniya machi 3askariya'' – Etat civil, non militaire – et le principe de primauté du politique sur le militaire, interprété selon la conception bourgeoise occidentale.(66)

La situation de la répartition démographique se répercute sur la vie économique, politique, culturel … de l'Algérie, et comme on l'a constaté sur la marche du « Hirak » lui-même qui à partir de sa 3éme phase semble être conduit par une alliance islamo-berbériste (kabyliste) grâce à la résidence de familles de la communauté kabyle dans toutes les villes et même les villages les plus reculés, plus que toute autre communauté algérienne et parfois depuis des générations d'avant l'indépendance nationale ou le début de l'émergence du mouvement national moderne en 1920.(67)

La tendance berbériste anti-arabe pro-coloniale avant l'indépendance et pro- néocoloniale actuelle depuis 1962 – qui n'est qu'une variante maghrébine du peupladethnocisme dans l'histoire de la civilisation arabo-musulmane (au sens que lui donne le philosophe marxiste libanais Husseïn Mroué:''la shou3oubiya'')(68) – en force politique montante, sous-traitante de l'ex-puissance coloniale et du sionisme a réussi à aliéner la conscience d'une partie de la jeunesse, avec le temps, par des mythes qui se sont incrustés aux illusions du modernisme libéral occidental. Tout autant qu'une autre frange de cette catégorie, paradoxalement, happée par l'idéologie millénariste de l'intégrisme islamiste. Le dénominateur commun de ces deux idéologies, dont les forces qui les portent se sont alliées ouvertement pour entraver les élections du 12 décembre 2019 et consolident leur symbiose dans les manifestations hystériques, est la destruction de l'Etat-National issu de la guerre d'indépendance nationale, dont la colonne vertébrale demeure l'A.N.P., tout en constituant deux vecteurs du libéralisme. D'autres forces politiques minoritaires de la social-démocratie (de diverses variantes) qui participent encore aveuglement à un mouvement qui se trouve dans l'impasse, aspirent aux strapontins à tirer, voire occuper le devant pour gérer un pouvoir d'Etat qui appliquera une politique capitaliste à la place d'un parti de la bourgeoisie comme en France et ailleurs.(69)

Le pouvoir qui tenta en vain tous les moyens pour faire participer les forces de l'opposition aux élections présidentielles après avoir essuyer l'échec du 04 juillet 2019, où aucun candidat ne s'était présenté, sera obligé de recourir à des arrestations d'activistes meneurs et d'user d'une contre-violence face à la violence d'une fraction de l'opposition d'empêcher de voter, comme à Oran. Alors qu'en Kabylie la situation avait carrément dérapé par des incendies, le saccage des urnes et la détérioration de centres de votes. Même en France il sera aussi fait l'usage de la force.(70)

Le « Hirak » connaitra une troisième phase après l'échec du torpillage du scrutin présidentiel qui, relativement sauvegardera momentanément dans une situation encore fragile, l'institution présidentielle et se terminera avec la crise sanitaire du coronavirus. L'usage de la violence de certaines forces islamo-berbériste dans l'émigration et en Kabylie marquera la transition à celle-ci. Il connaitra une mobilisation particulière à Alger le 21 et 22 février 2020, soit à l'occasion de la commémoration de la date symbolique et historique du soulèvement populaire. Comme pour la seconde phase qui avait les prémisses de ses tendances dans la première, celle-ci avait les siennes dans la phase précédente. Le décès du chef d'Etat-major donna lieu à un cortège funèbre national large et insoupçonnable avec principalement un contre-mot d'ordre ''Gaïd Salah ma3a Echouhada'' (71) à celui des manifestations précédentes ''Gaïd Salah ma3a elkhawana''. La prééminence passera cette fois-ci aux islamistes, avec Rachad en tête, alors que la dite alternative démocratique domina relativement la seconde phase. La printanisation du « Hirak » deviendra sa caractéristique principale depuis la veille du scrutin présidentielle et s'aggravera encore plus jusqu'à sa suspension forcée à la mi-mars 2020.(72)

Pendant cette troisième phase du « Hirak » l'Etat néocolonial (la France), principal soutient des forces dominantes parmi les manifestants contre la tenue du scrutin, après avoir soutenu jusqu'au bout la sainte alliance Bouteflika-Toufik, sera obligé de faire un repli tactique. La fermeté du pouvoir algérien sur la souveraineté nationale,

et son action diplomatique feront échouer toutes les tentatives d'ingérence flagrantes et lui imposeront de changer son ambassadeur (ex-patron de la D.G.S.E.) qui s'était trop compromis avec les réseaux du lobby de la ''FrançAlgérie''. Il faut être naïf pour croire que la partie est définitivement gagnée sur ce front qui constitue le plus grand danger de la ''printanisation'' concernant le « Hirak » en Algérie et son prolongement par rapport aux réseaux liés à Otpor, le N.E.D., U.E. et autres officines (Sionisme, Islamisme, Maroc …) qu'il ne faut pas sous-estimer.(73) L'histoire nationale nous enseigne, loin de tout complotisme, que la troisième force néocoloniale dans toutes ses variantes qui s'était infiltrée au sein du F.L.N.-A.L.N. dès l'année 1961, malgré souvent les divisions secondaires entre les éléments de ses réseaux, avait réussi à constituer une relève sur laquelle s'appuiera la France pour maintenir l'Algérie dans son giron géopolitique, économique et culturel sous des rapports de domination de type néocolonial.(74) Les noyaux dynamiques de cette relève était à l'avant-garde du « Hirak » dans sa seconde phase, s'appuyant sur l'Etat néocolonial français aussi bien en Algérie que parmi l'émigration en France et la diaspora en général.(75)

Prenant le relai de B.H.L., brûlé en Algérie, Raphaël Glucksmann le néofasciste connu avec sa rhétorique démagogique fera adopter une motion de l'Union Européenne contre l'Algérie la veille du scrutin présidentiel le 28 novembre 2019 en "soutien du Hirak''. Cette initiative fera à son tour démasqué tous les principaux activistes de la 2éme phase du « Hirak », en particulier d'ex-cadres du P.A.G.S. qui se sont reconvertis au libéralisme ou à la trahison de la social-démocratie et de l'opportunisme (I., B., O. …).76

L'affaire de Kamel Eddine Fekhar, le séparatiste mozabite qui sera hissé au statut d'héros du « Hirak » à son second stade, notamment après sa mort due à sa grève de faim, sera instrumentalisée à fond par les nouveaux ténors imposés au « Hirak ».77

Nos craintes pour l'Algérie notre patrie sont pleinement justifiées dans ce contexte dangereux pour l'Etat-National – affaibli par les quarante années de politique destructrice libérale – qui se trouve à la croisée des chemins pour sa propre survie.

Après l'échec de plusieurs tentatives de déstabilisation successives du pays, voire de dislocation avortées grâce à la résistance patriotique et populaire (civile et militaire), il faut s'attendre à une nouvelle tentative s'appuyant sur un nouveau plan affiné et secret, piloté par le tandem franco-sioniste qui s'acharne sur l'Algérie résistante, parrainés par les U.S.A. et aidé par le régime marocain et leurs alliés du Golfe.(78)

L'axe Turquie-Qatar,(79) soutenu aussi en sous-main par l'O.T.A.N. en appui aux islamistes, constitue lui aussi une autre face du danger de déstabilisation de l'Algérie.

Et paradoxalement, l'effet de cette épidémie du Covid 19, tout en créant une nouvelle situation interne de répit aux forces anti-néocolonialistes, met à nu le niveau de dégradation de la situation socio-économique atteint par notre pays et en même temps la faiblesse de la cohésion politique nationale de ces forces patriotiques et leurs capacités de mobilisation des masses populaires, en premier lieu de la classe ouvrière et son avant-garde.(80)

La dangerosité de la situation fait que seule l'alliance populaire avec l'A.N.P., et une juste politique étrangère d'appui sur les pays amis et les contradictions inter-impérialistes, les peuples de la région (dont ceux du Maroc et de la France) est en mesure de garantir la souveraineté nationale, l'unité territoriale de notre pays menacée ouvertement et la paix régionale contre toutes les convoitises.(81)

4- Perspectives du « Hirak »:

Pour les partisans du socialisme, les patriotes anti-néocoloniaux, la classe ouvrière et l'ensemble des masses populaires, le seul « Hirak » qui vaut la peine d'être mené est celui de la résistance contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe, de la lutte contre la politique libérale et le néocolonialisme dans cette phase de la révolution démocratique nationale à perspective socialiste sur la base d'une plateforme politique et socio-économique. Nous devons préserver l'alliance entre le peuple laborieux et l'A.N.P., mieux assainie de toute oligarchie corrompue et affairiste, pour une politique alternative renouant avec le développement national planifié et intégré répondant aux besoins sociaux du peuple, la préservation de l'Etat-National indépendant et souverain et la paix civile chèrement acquise. L'Algérie fidèle à son histoire révolutionnaire doit continuer à soutenir la lutte des peuples Palestinien, Sahraoui, Kanak… pour leur indépendance nationale et à défendre la paix mondiale contre les guerres et les blocus impérialistes en Afghanistan, Libye, l'Irak, le Yémen, le Venezuela, Cuba, la Corée du Nord, l'Iran, la Syrie …(82)

Il s'agit de traduire ces orientations globales par un projet de plateforme à débattre et enrichir et en faire un outil de l'adhésion des masses populaires à la lutte multiforme sur tous les fronts, autour de son avant-garde, pour la conquête du pouvoir d'Etat. La transition réclamée par le « Hirak » à sa deuxième phase que reflète le contenu de la plateforme signée par les 119 ne débouchera que sur une révolution démocratique bourgeoise qui approfondira la voie capitaliste et ne peut être que désastreuse pour notre peuple, dans un pays de la périphérie et dans le contexte de la mondialisation impérialiste.(83) La transition que réclament le peuple laborieux – c'est-à-dire la majorité des algériens – est celle qui répond à ses aspirations profondes, celle de la perspective socialiste par la voie d'une véritable démocratie révolutionnaire, par le renouement avec la politique de développement nationale et de progrès social, des années soixante-dix, enrichie des enseignements

de ses erreurs et faiblesses, en tenant compte de l'évolution historique, scientifique et technologique de l'humanité. C'est la leçon principale d'un bilan objectif des quarante dernières années. La continuation de la politique de l'infitah et son approfondissement mènera tôt ou tard à la destruction de l'Etat-National souverain et prospère, acquis de l'indépendance nationale arrachée par d'inouïs sacrifices.(84) La participation des partisans du socialisme au suffrage présidentiel et diverses élections n'est qu'un moyen tactique pour renforcer leur liaison avec les masses populaires.(85)

L'élection présidentielle du 12 décembre 2019, dont Abdelmadjid Tebboune a été proclamé largement lauréat par rapport aux autres candidats, dans un rapport de force serré, démontre qu'aucun prétendu représentant d'une force politique quelconque n'était capable d'être élu au suffrage universel, dans le marasme politique hérité du pluralisme de façade et du long règne du régime bouteflikien. Le coup de pousse provenant du noyau dur du commandement de l'A.N.P., avec le consentement des autres candidats, s'imposa à cause de la perturbation de ce scrutin par la contrainte, surtout en Kabylie et en France, et la fissure créée par le clan du général Wassini Bouazza dans la cohésion du haut commandement militaire, soutenant en sous-main le candidat Azzedine Mihoubi.(86)

Le « Hirak » a été une vraie aubaine pour les couturiers de drapeaux de toutes dimensions et autres accessoires durant approximativement une année, ainsi que – relativement – les éditeurs et divers médias produisant des ouvrages et autres supports sur l'évènement historique exceptionnel.(87)

Conclusion:

Une controverse continue s'était produite au sujet de l'organisation du « Hirak », de lui dégager une direction commune et un porte-parole consensuel. La manière avec laquelle s'était déclenché ce sursaut populaire, qui avait dépassé les initiateurs anonymes, et dans sa première phase, refoulé les leaders de partis politiques de l'opposition officielle et du pouvoir, démontrera que jusqu'au tournant de sa seconde phase, après avoir éliminé le pouvoir de Bouteflika grâce à son alliance avec l'Etat-major de l'A.N.P., les masses populaires n'avaient aucune confiance à faire sur ceux qui ont émergé dans les manifestations et n'avaient pas besoin de ''héros'' pour atteindre le but qu'elles s'étaient fixé dans un premier temps: L'avortement du projet humiliant du 5éme mandat et du prolongement du 4éme du pouvoir despo-népotique soutenu ouvertement par l'Etat néocolonial français ou son remplacement – dans le cadre d'un plan B – par celui d'un sosie représentant le renouvellement de l'alliance avec l'Etat profond.(88)

Une fois ce but commun atteint, il était prévisible pour tout observateur averti politiquement, que l'hétérogénéité sociale et politique de ce grandiose mouvement populaire ne pouvait plus permettre d'avancer dans la même direction avec les mêmes orientations et objectifs. Les aspirations des classes et couches sociales, leurs besoins et intérêts opposés voire antagoniques ne pouvaient qu'exacerber la lutte de classe qui reste la force motrice du développement de l'histoire sociopolitique, même si on n'en prend pas conscience. Les classes sociales fondamentales d'une société capitaliste périphérique, qui ne se sont pas encore bien cristallisées, agissent très souvent de manière instinctive. Si toutes les divergences demeurées secondaires momentanément, pour l'ensemble des forces sociopolitiques participantes au soulèvement populaire, afin de renverser l'ennemi principal et frayer la voie à la résolution de la crise politico-institutionnelle, elles réapparaîtront de nouveau parce que les buts finaux de chaque force sont différents et même s'opposent.(89) La confrontation était inévitable entre ceux qui s'unirent hier. C'est ce qui explique que toutes les tentatives d'entente sur un projet commun et des moyens identiques pour le réaliser n'ont pas débouché. La classe ouvrière et les masses populaires en général ont besoin de leur avant-garde – syndicale et politique – pour les éclairer, tellement parfois la situation est confuse et brouillée par la propagande de la bourgeoisie de la fraction au pouvoir ou celle de l'opposition. Un flou total était maintenu sur le projet de société d'avenir à construire (socialisme ou capitalisme)(90) par ceux qui se sont autoproclamés leaders et par quels moyens ? L'impasse était faite sur le programme socioéconomique alternatif à mettre en avant de façon claire et nette. Le glissement de certaines forces sur le terrain identitaire (avec l'emblème berbère), le clivage d'ordre civilisationnel, cultuel, culturel, linguistique… faussera totalement les enjeux de la lutte. Des groupes appartenant à des polices politiques liés aux différents centres du pouvoir et de l'Etat profond, s'affronteront au sein du « Hirak » pour gagner à eux certaines catégories, notamment de jeunes. Le maintien de ce jeu politico-policier artificiel par la manipulation et la marionnettisation de parti-pions favorisera un climat de faux clivages et ne produira que des excroissances néo-fascistes nuisibles à la cohésion politique nationale anti-néocoloniale.(91)

La dichotomie principale se creusa entre deux façons de voir et de faire : 1-Choix de l'Etat-major de l'A.N.P. d'aller directement à des élections présidentielles.
2-Emprunter une période de transition précédée d'une présidence d'un triumvirat provisoire que tenait à imposer à tout prix une large alliance politique laïco-islamiste. Le nouveau rapport de force et l'absence de consensus engendreront la gestion de cette ''phase de transition'' par l'Etat-major de l'A.N.P. de manière indirecte, mais visible. Chaque partie jurant l'établissement de la souveraineté populaire !(92)

Ni l'A.N.P. à elle seule, ni les masses populaires avec leur avant-garde politique et un front anti-néocolonial à eux seuls ne peuvent, à chaque camp de manière séparée, résister à une offensive impérialo-sioniste. Aucune erreur sur la nécessité stratégique de cette alliance ne doit être commise pour la sauvegarde de l'Etat-National souverain et indépendant évoluant vers le progrès social au profit de son peuple. A ce front intérieur civil et militaire, doit correspondre une politique étrangère de solidarité anti-impérialiste à l'échelle régionale (Maghrébine), du monde arabe, de l'Afrique et mondiale contre le néocolonialisme, pour la paix et un nouvel ordre économique international équitable contre la mondialisation impérialiste.(93)

La faiblesse politico-idéologique de la classe ouvrière, de ses alliées et de son organisation, l'éparpillement de ses quelques noyaux et la dispersion de leurs efforts n'ont pas encore permis aux forces du socialisme d'influencer le cours de l'évolution des luttes de leur empreinte. (94) La confusion créait par la désunion entre le P.A.D.S., le nouveau ''P.C.A''. autoproclamé la veille du scrutin, ''Edderb Echouyou'i'' qui a pris le relai de la ''Moubadara'' et le nouveau ''Collectif de Novembre pour le Socialisme'' qui se proclament tous du même but final auprès des jeunes, ne permet pas d'aller loin. Déjà, la tactique électorale préconisée (participation avec bulletin nul ou boycott) lors des présidentielles avait creusé les divergences entre ces divers détachements.(94)bis Ce panorama s'aggravera par la confusion entre les forces du socialisme et certaines variantes de la social-démocratie (M.D.S., P.S.T. et P.T.), surtout les courants trotskystes que le pouvoir favorisa par la cooptation(95) après avoir fait éclater le P.A.G.S. en 1992 et que – malgré le début de sa social-démocratisation lors du premier congrès de 1990 – les communistes en son sein pouvaient toujours redresser la barre avec le temps, en se ressaisissant du désarroi vécu suite à l'effondrement du camp socialiste de l'Est.

Les instruments politiques de la révolution démocratique et nationale à perspective socialiste (surtout un Parti unifié du socialisme et un front anti-néocolonial) sont à édifier en rapport étroit avec le mouvement de masse, comme le démontre le soulèvement populaire et l'exige le triomphe de notre idéal dans l'intérêt de notre peuple laborieux. Toute déviation par rapport à cette voie sera catastrophique par ses conséquences lointaines comme nous l'enseigne l'expérience du mouvement ouvrier et communiste international et celle du camp socialiste (U.R.S.S. …).(96)

Les patriotes sincères, les jeunes, les camarades qui ont été entraînés dans la confusion à partir de la seconde phase du « Hirak » dans une fausse route, en l'absence d'une vie politique dans un parti organisé sur la base d'une ligne politique claire, doivent et peuvent se ressaisir par la pratique de la critique et surtout de l'autocritique qui n'est pas le signe d'une faiblesse, mais le trait caractéristique d'un courage politique responsable contre l'esprit petit-bourgeois. Parfois on se retrouve dans un engrenage malgré soi par réaction ou sous l'influence séduisante et même manipulé ou trompé, ou suivant le cap d'un ancien dirigeant du P.A.G.S. qui vous désoriente – par attache subjective – parce qu'il a changé de conviction communiste en glissant vers la social-démocratie, comme nous l'enseigne l'histoire du M.O.C.I. .(97)

L'épidémie du coronavirus, facteur imprévisible dont l'origine demeure controversée, avait mis fin au « Hirak » dans sa troisième phase ''printanisée'' et récupérée par les forces politiques islamo-berbéristes dominantes par rapport aux autres composantes. Paradoxalement, cette subite crise sanitaire qui engendre malheurs (malades, morts…), aiguisement de la détérioration de la situation sociale de pans entiers de la population, paralysie partielle de l'économie et du fonctionnement de plusieurs secteurs…, a évité au pays une confrontation musclée – discorde ou fitna – entre le nouveau pouvoir et ''l'opposition'' mettant en péril la paix civile chèrement acquise contre l'intégrisme islamiste. Le duel est porté depuis quelques temps sur l'arrestation d'activistes qui rejettent la légitimité du président et le mouvement de protestation contre cette campagne dite d'atteinte au délit d'opinions par ses partisans, alors que le pouvoir justifie ces mesures par la protection de la vie des citoyens contre la maladie et la stabilité des institutions publiques.(98)

Nous nous ne faisons aucune illusion sur le programme social-libéral du nouveau président Abdelmadjid Tebboune depuis la campagne électorale, ce qui justifia notre participation tactique au scrutin par le biais d'un bulletin nul, avec inscription ''non au capitalisme, oui au socialisme'', en l'absence d'un candidat qui défend clairement un programme qui s'inscrit dans cette perspective. Le rejet du boycott est justifié par le risque de l'effondrement de l'Etat-Nation dans un contexte géopolitique plein de danger à l'échelle régionale et mondiale.(99)

Avant le « Hirak », pendant le « Hirak » dans toutes ses phases et après celui-ci, les luttes sociales ont cours dans la vie quotidienne, même dans cette nouvelle situation de confinement imposée par l'épidémie du coronavirus, très souvent spontanément, en dehors de la volonté subjective et l'intervention de toutes forces syndicales ou politiques. Elles sont engendrées par le capitalisme et l'orientation libérale. Notre rôle est de canaliser ces luttes pour réaliser les revendications légitimes des travailleurs, des chômeurs, des jeunes, des femmes, de la paysannerie laborieuse, et de toutes les couches populaires, de contribuer à leur orientation correcte et de leur succès. Et en même temps de lier ces luttes à notre combat politique par l'éducation des éléments qui émergent et les dirigent, les aider à constituer de petits noyaux dynamiques de collectifs au sein des entreprises, des quartiers et autres structures de base en renforçant les assises de notre futur parti unifié pour le socialisme, au moment où nous célébrons la 80éme année du martyre de notre cher camarade Kaddour Belkaïm 1ersecrétaire du PCA.(100).

Oran, le 30 juillet 2020. B. LECHLECH. Chercheur-Historien.

Notes et références:

* Cette brève étude s'appuie sur un dossier constitué depuis plus d'une année de plusieurs publications parues sur internet comme articles, contributions, déclarations, plateformes, échanges et débats sur facebook … et autres écrits ou sources filmées (vidéos et lives), iconographiques…sur le « Hirak », presque une centaine. Cette contribution n'est pas définitivement close, elle sera améliorée voire corrigée sur des aspects qui s'avéreront inexactes, à la lumière de nouvelles sources. Si elle arrive à engager un débat critique et franc, dans le but d'un rapprochement entre les partisans du socialisme et de la lutte anti-néocoloniale, comme c'est notre intention, son but sera alors déjà atteint.

1- Quelques références principales aux idées et thèses fondamentales de Karl Marx, Frederick Engels et Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine, sur le matérialisme historique, dialectique et l'économie politique, ainsi qu'Ibn Khaldoun.

2- « Réflexion sur l'édification des instruments politiques de la R.D.N.S. », Oran, 2014, p. 1, de l'auteur.

3- « Décembre 1960 n'est pas encore prêt à livrer tous ses secrets », Oran, 2011, p. 14, de l'auteur.

4- « Point de vue succinct sur l'actualité politique nationale-Le Hirak », Aïn Temouchent, septembre 2019, de l'auteur.

5- « Préservons l'indépendance nationale, la paix civile et renouons avec la politique de développement et de souveraineté nationale », Oran le 1er novembre 2019 (projet de déclaration d'un groupe informel de militants).

6- Mohamed Sadek El Husseini « l'Algérie au bord de séismes, entre la volonté populaire et les laboratoires occidentaux », journal libanais el Akhbar en arabe, Beyrouth le 11 mars 2019.

7- La forte influence de la propagande des réseaux de l'ex-D.R.S. ou l'Etat profond, relayée consciemment ou naïvement par des journalistes, des activistes et de simples gens qui, en se fiant aux apparences, succombent très souvent à l'intoxication, notamment sur la biographie du défunt Ahmed Gaïd Salah, pour salir son parcours et sa conduite, qui ne sont pas exempt d'erreurs. A cours d'argument politique, on invente des anecdotes comme sa fuite lors de l'affaire d'Amgala 1 devant l'ennemi, alors que l'officier chargé des écoutes rapporte à un autre officier en poste à Tindouf qu'un ordre urgent émanant du défunt président Houari Boumediene avait été donné pour replier rapidement de cette mission de reconnaissance, afin de ne pas se faire prisonniers, lors de cette attaque traîtrise de l'armée marocaine. Amgala 2 sera une revanche sévère de l'A.N.P., qui aidera le Polisario à récupérer cette agglomération et lui donner une raclée. En étant chef de la 2éme région militaire en 1992, le défunt Ahmed Gaïd Salah protégea le chahid Mohamed Boudiaf de l'assassinat à Oran et Aïn Temouchent, lors de sa visite du 22 juin pour initier le Rassemblement Populaire National.

8- La bibliographie sur le conflit réel entre les anciens maquisards et les déserteurs de l'armée française dans l'ALN, ensuite l'ANP s'enrichit dans l'historiographie de la guerre d'indépendance nationale et l'histoire nationale de façon générale. Plusieurs épisodes le reflètent, en particulier la tentative du coup d'Etat du colonel Tahar Zbiri de 1967 qui l'avait accentué davantage. Il masqua la réalité d'une variante de la 3éme force néocoloniale qui avait été sous-estimée par le Président trahi. L'ouvrage de Saphia Arezki, de l'ALN à l'ANP de 1954 à 1991, aux éditions Barzakh, Alger 2018, est orienté par les sources utilisées et l'échantillon étudié. Par conséquent ses conclusions sont faussées! 9- Pour Hocine Bellaloufi, le ''théoricien du P.S.T.'' l'autre aile trotskyste, le régime algérien '' n'est ni monarchiste ni véritablement républicain… ni une dictature, ni une démocratie… ni une théocratie ni un régime laïc… n'est pas pro-impérialiste… n'est plus anti-impérialiste…n'est pas ultralibéral… n'est pas antilibéral.'' Il affirmera par ailleurs que: la nature de classe du pouvoir actuel est petite-bourgeoise! Il vient de décréter qu'il n'est plus anti-impérialiste.

10- Se référer sur Youtube à toutes les vidéos de ces agents auxiliaires propagandistes de l'ex-D.R.S. identifiés durant la semaine qui avait précédé le 22 février 2019. A Oran, connaissant quelques autres qui s'étaient déjà distingués par une campagne active contre le 4éme mandat, cette fois-ci, ils ont brillé de manière plus voyante et virulente contre le 5éme mandat, par l'encouragement à répondre à l'appel de manifester l'après-midi de bouche à oreille, notamment dans l'espace politique public privilégié des algériens que constituaient les cafés populaires. Des chaines T.V. comme El Magharibia et Berbère T.V. favorisaient l'idée, d'où la confusion sur l'origine de l'émanation de l'appel anonyme. 11- Rachid Nekkaz, l'homme d'affaire milliardaire qui s'avéra être un grand démagogue, après l'échec du scénario dans lequel il jouera le rôle de perturbateur contre le 4éme mandat et le 5éme au profit de l'ex-D.R.S., après le tournant pris par le « Hirak » dans sa seconde phase, perdra la boussole avec l'arrestation de ses ordonnateurs. Il usera de la même argumentation que Raphaël Glucksmann le néofasciste, député du parlement Européen, contre le scrutin du 12 décembre 2019, en instrumentalisant le vote tactique de la loi sur les hydrocarbures qui précéda les présidentielles, en s'attaquant verbalement à la multinationale du groupe TOTAL, visant dans le collimateur l'Etat-major de l'A.N.P. et particulièrement le défunt son chef, comme il tentera d'importer le modèle du ''printemps'' de Hongkong où il s'était déplacé pour soutenir ''les libertés'' contre ''la dictature chinoise''. Il sera rattrapé par son dérapage langagier appelant à tuer les députés qui ont voté cette loi – après avoir était pacifiste -, et on lui désignera aujourd'hui Zoubida Assoul l'auxiliaire de l'ex-D.R.S. comme avocate.

12- Après l'entente entre le général-major Mohamed Mediène dit Toufik et Saïd Bouteflika, Ali Ghediri était prêt à affronté Abdelaziz Bouteflika, mais en vérité l'accord secret conclu entre eux prévoyait le retrait de ce dernier en cours de route, pour faciliter l'accès du second au trône d'El Mouradia.''L'empereur du temps'', allait jouer, en fin de parcours politique, le rôle de gros lièvre pour le compte du clan du chef de l'ex-D.R.S., le rival d'hier
!

13- On se dispute, à postériori, d'être les initiateurs du « Hirak » du 22 février 2019. Certains l'attribue à la ville de Bordj Bou Arreridj le 13 février 2019, d'autres à celle de Kherrata le 16 février 2019 ou encore à la ville de Khenchela le 19 février 2019. La manifestation dans cette dernière a eu lieu en réaction à la provocation du maire de la cité qui avait mis un message humiliant sur sa page facebook. En présence de l'agitateur Rachid Nekkaz, les jeunes ont arraché et piétiné un grand portrait du président Abdelaziz Bouteflika. Dans les deux premiers endroits, l'étude minutieuse du déroulement de l'événement, démontre qu'il y'a avait des réseaux organisés derrière le regroupement des jeunes, avec une similarité des mots d'ordre et des consignes pratiques observées. La manifestation d'Alger du 22 février qui a été étudiée relativement par un camarade, sous plusieurs angles sur la base des faits relevés l'amène à conclure que l'appel provient d'un segment du pouvoir. En comparant toutes les données disponibles on déduit que se sont bien les réseaux de l'ex-D.R.S. qui sont derrière cet appel et des actions locales précédentes.

14- Maurice Faivre (Général), Les archives inédites de la politique algérienne, Editions l'harmattan, Paris 2000, p. 53.

La thèse de la directive gaulliste donnée au début aux 2éme bureaux et aux S.A.S. et S.A.U. est confirmée par les documents d'archives militaires auxquels ont eu accès récemment des historiens. Une enquête historique de terrain minutieuse menée sur le déroulement des manifestations de décembre 1960, à Aïn Témouchent la journée du 09 décembre 1960, qui avait connu la première visite du Général De Gaulle, lors de son ultime tournée en Algérie confirme que le mot d'ordre ''Algérie algérienne'' provient des officiers gaullistes dont le capitaine Henri Béziat.

15- Jusqu'à aujourd'hui, par myopie, on attribue le détrônement du clan Abdelaziz Bouteflika, par la démission de ce dernier, au seul « Hirak » dans sa phase ascendante (entendre les marches du vendredi et celles – des étudiants – du mardi) alors qu'en amont, les travailleurs de tous les secteurs ont observé des débrayages politiques contre le 5éme mandat et le prolongement du 4éme, oubliant le rôle décisif de l'A.N.P à travers son Etat-major.

16- La thèse marxiste-léniniste du rôle des masses populaires dans l'histoire, à travers l'exemple du « Hirak », doit-être interprétée de façon concrète et spécifique à ce cas. La contradiction principale dans cette phase de la R.D.N. – reflétant le contenu de la lutte de classe – est la lutte anti-néocoloniale ; la synergie de toutes les forces politico -militaires patriotiques de l'Etat-National avec le mouvement des masses populaires, dans cette nouvelle crise politico-institutionnelle, était la seule capable de bloquer la dérive continue imposée par ce régime de plus en plus inféodé aux désidératas impérialistes. Malheureusement, le retard de maturation du facteur subjectif (organisation politico-syndicale de la classe ouvrière et ses alliés) fait que pour aller de l'avant, dans la perspective voulue par nous, on piétine encore, en partie par l'entêtement de certains à entraver l'unité de nos rangs.

17- Le « Hirak » a dénoncé toute ingérence étrangère avec l'Etat-major de l'A.N.P. uniquement pendant sa première phase, ensuite la force dominante de sa seconde phase s'appuya sur la France pour tenter de faire avorter le scrutin présidentiel, avec un succès momentané le 04 juillet 2019, alors que l'élan de mobilisation millionnaire des masses populaires s'était neutralisé à ce moment précis. Le contenu patriotique et antisioniste du « Hirak » se refléta à travers son ''inondation'' par le drapeau national que côtoya celui de la Palestine, de toutes dimensions.

18- Sur Youtube, on peut revisionner les vidéos de la première phase du « Hirak » à ses débuts, pour remarquer que Saïd Saâdi, Louisa Hanoune, Mustapha Bouchachi, Ali Guediri, Sofiane Djillali, Zoubida Assoul etc. et tous les autres ont été hué et renvoyé par les jeunes. Celui du M.S.P., Abderrazak Makri fabriqua une scène vidéo, où il apparait entouré par ses partisans dans une allée d'Alger, comme s'il était acclamé par le « Hirak » ! Et ce sont ces prétendus leaders qui vont se métamorphoser en mentors et idéologues du « Hirak » après son tournant négatif.

19- Amar Saïdani, promu , qui était un agent auxiliaire de l'ex-D.R.S, sera retourné contre son ancien patron pour contribuer à détruire sa puissance, lorsqu'il sera coopté à la tête du parti F.L.N., en septembre 2013 par le clan Bouteflika, pour ouvrir la voie au 4éme mandat, en fait le règne déguisé de Saïd Bouteflika. Les réseaux de l'ex-D.R.S. livreront au public le dossier de toutes ses frasques et lâcheront sur lui Rachid Nekkaz en France où il est partit se réfugier. Leur propagande le présentera comme un homme proche du chef de l'Etat-major, alors qu'en réalité, il avait tourné casaque au profit du clan Bouteflika.

20- Toute l'histoire de la formation du pouvoir en Algérie, avant comme après l'indépendance, est illustrée par des alliances conjoncturelles de forces contre-nature, comme le démontre l'épisode du coup d'Etat du 19 juin 1965, dans lequel Abdelaziz Bouteflika joua un rôle déterminant contre feu Ahmed Benbella. Et lors du règne récent du premier, il se fera parrainé par le second pour perdurer au pouvoir. Ce qui est établi clairement, c'est que l'Etat néocolonial français, comme les U.S.A. et les Emirats Arabes Unis étaient les soutiens inconditionnels du président Abdelaziz Bouteflika, et leur ennemi était le chef d'Etat-major, surtout celui de la France.

21- Mais même toute cette mobilisation serait restée encore insuffisante pour déboulonner ce régime despo-népotique qui s'accrocha au ''trône'' par toutes les manœuvres possibles. Il se prépara à la répression et même à la guerre civile. C'est l'intervention de l'A.N.P., à travers son haut commandement uni, que représenta l'Etat-major dirigé par le défunt Ahmed Gaïd Salah qui neutralisa le camp adverse – Saïd Bouteflika allié de nouveau à l'ex-chef du D.R.S. – et poussa le président à signer publiquement sa lettre de démission ; et cela après une tentative avortée de limoger le chef d'Etat-major, lui-même par ces nouveaux alliés.

22- Le 20 novembre 2016 à Tlemcen, à la commémoration "scientifique" de la 800éme année de l'anniversaire de Sidi Boumediene, par une institution scientifique, l'annexe du C.N.R.P.A.H., avait été pressenti – par la qualité des invités et la solennité de l'ouverture – que l'événement était instrumentalisé pour la préparation d'un éventuel 5éme mandat. Le pouvoir devança Séville, ville natale du célèbre Saint soufiste, sautant, sur l'occasion pour lui piquer l'idée, et mettra tous les moyens pour mobiliser les élites qui lui étaient subordonnées, afin de perdurer grâce à l'idéologie du charlatanisme, propagée par tous les moyens de propagande de l'Etat, s'appuyant sur le vaste réseau des Zaouïas. Abdelaziz Bouteflika, n'avait-il pas usé tout au début, lors de sa campagne électorale, du mot d'ordre '' DE L'EMIR ABDELKADER A SI ABDELKADER '' ! Il projeta de s'introniser par une néo – ''moubaya'a'', à la place du suffrage universel, avec l'aide du D.R.S. dont feu Larbi Belkheïr était le parrain de son chef, et de remplacer la république par le système de l'Emirat importé du Golfe, où il exerçait la fonction de conseiller du souverain des E.A.U.. Le soutien négocié avec les U.S.A. et la France, en plus des E.A.U., renouvelé jusqu'à la fin lui était assuré.

23- On a trop spéculé sur le soutien des E.A.U. au défunt Ahmed Gaïd Salah, chef d'Etat-major. Alors que ce pays soutenait exclusivement leur ancien conseiller – par un accord tripartite avec les U.S.A. et la France – qui leur rendra bien l'ascenseur et que le défunt avait eu des relations avec lui par son intermédiaire. D'ailleurs pendant le « Hirak » dans sa première phase, la presse avait rapporté l'information sur l'arrestation d'officiers supérieurs de la présidence par l'Etat-major de l'A.N.P., qui avaient aidé un homme d'affaire émirati à s'enfuir avec des valises d'argent sur ordre de Saïd Bouteflika, sachant qu'il en était bien fini avec son pouvoir influent.

24- Gyorgy Lukacs, Histoire et conscience de classe. Essais de dialectique marxiste, Éditions de Minuit, Paris, 1960.

25- Il y'a eu une vaine tentative de faire sortir en retraite le chef d'Etat-major en fin 2018 par la présidence (Saïd Bouteflika) qui résista par la force, après avoir déchu de son poste le président de l'A.P.N., Saïd Bouhadja proche du chef d'Etat-major et plusieurs autres mesures pour préparer les conditions d'un 5éme mandat contre la volonté de l'Etat-major de l'A.N.P. . Tous ces faits réels de la vie politique nationale démontrent que la fraction du pouvoir insinuée par le trotskyste Hocine Belalloufi, celle de l'Etat-major, le défunt Ahmed Gaïd Salah n'avait soutenu ni le 4éme et encore moins un 5éme mandat. Ce n'est pas lui, ni son groupe qui avait parrainé le despote Abdelaziz Bouteflika depuis le début, mais le duo feu Larbi Belkheïr – Mohamed Médiène dit Toufik.

26- Le vote par l'A.P.N. de la loi sur les hydrocarbures avant le scrutin du 12 décembre 2019 était différemment interprété par les analystes et cela malgré les protestations. Les adversaires de l'Etat-major de l'A.N.P., qui gérait indirectement la transition y voyaient la preuve qu'il était au service de l'intérêt des multinationales américaines et françaises. D'autres voix sincères recommandaient de reporter ce vote jusqu'à l'élection d'un président légitime. L'évolution de la situation par la suite, pousse à l'interprétation que c'était une démarche tactique provisoire qui peut être remise en cause une fois les présidentielles passées et la situation des institutions stabilisée. Il fallait neutraliser l'interférence négative des puissances étrangères sur la situation intérieure, par la reconnaissance du nouveau président du pays en satisfaisant leurs appétits dans le texte de cette loi, notamment les U.S.A. et la France. Cette dernière pour ne pas froisser ses sbires en Algérie aura, par la suite, une attitude équivoque. Pendant la transition de facto durant le « Hirak », la Sonatrach, constituant l'enjeu principal pour tout pouvoir central, connaitra un toilettage général, en passant par son P.D.G. et l'ensemble de son encadrement. Comme la rente des hydrocarbures demeura la principale ressource du budget de l'Etat, il fallait changer les responsables détenant les principaux leviers de commande. Elle a connu un assainissement balayant le clan présidentiel et les résidus des réseaux de l'ex-D.R.S.

…

27- Le phénomène de la polyvalence socioprofessionnelle – engendrée par les bas salaires et la hausse constante des prix, l'inflation chronique inhérente au capitalisme périphérique dépendant, un pouvoir d'achat en baisse chronique – constitue une entrave objective à la constitution d'une classe ouvrière homogène et cohérente avec une conscience de classe et politique élevée. Il gêne la combativité dans les luttes syndicales et politiques des travailleurs et leur organisation, préoccupés par l'exploration d'autres moyens, de manière permanente, pour obtenir un surplus de revenu à leurs maigres salaires et subvenir à leurs besoins familiaux et personnels.

28- Ces nouveaux moyens de communication (le téléphone portable et l'internet) ont montré et démontré leur redoutable efficacité dans les révolutions colorées à travers le monde, comme dans le déclenchement du « Hirak » algérien et son évolution durant presque une année. Ils sont une arme à double tranchant, dont il faut mesurer le danger constitué par l'espionnage étranger et la manipulation sophistiquée.

29- Durant les quatre scrutins des présidentielles correspondants au règne de Abdelaziz Bouteflika et même le 5éme avorté, certaines forces politiques participaient aux élections, alors que les masses populaires désertèrent de plus en plus celles-ci. Mais étrangement, elles appelèrent au boycott des présidentielles du 12 décembre 2019, parfois en usant de la violence. A Oran, une jeune femme enragée dans un échange sur facebook avec une femme installée en France – plus âgée et expérimentée – qui étaient toutes les deux pour le boycott de ce vote, divergèrent sur l'usage de la violence contre les votants. La plus jeune irritée, voulant convaincre la plus vieille, que seul l'empêchement par la force physique des gens, pouvait l'annuler.

30- On a trop spéculé sur le caractère du « Hirak », s'il constituait ou non une révolution. Une confusion sera faite par le leader trotskyste opportuniste (le journaliste-écrivain Hocine Belalloufi) sur le caractère révolutionnaire du « Hirak » et celle de la définition léniniste de ''la situation révolutionnaire''. Comme il est démontré dans notre contribution, l'irruption des masses populaires et de la classe ouvrière sur la scène politique nationale se passe dans une nouvelle séquence historique ascendante de l'étape de la révolution démocratique nationale à perspective socialiste que l'Algérie connait depuis la guerre de libération et d'indépendance nationale, après le long reflux qu'elle a vécu dans un contexte mondial de l'effondrement du camp socialiste des pays de l'Est (U.R.S.S. …), de restauration du capitalisme et de la mondialisation ou globalisation libérale.

31- Plusieurs travaux sont consacrés à cette problématique du capitalisme périphérique depuis Samir Amin.

32- Voir sur Youtube la vidéo divulguée sur l'échange téléphonique entre A. Sellal et A. Haddad.

33- L'idéologie antimilitariste (libertaire, situationniste, gauchiste, anarchiste…) présente l'A.N.P. – souvent sa haute hiérarchie, sinon tous ses corps et dans son ensemble – '' comme une caste oligarchique au-dessus de la société s'appuyant sur le monopole des armes, dont l'hégémonie est constitutionalisée, régissant la société voire une force sociale détentrice d'intérêts et de privilèges non négociables par elle, échappant à la loi, disposant de la rente, et ravalant la bourgeoisie au statut de classe compradore parasitaire en occupant son espace.'' (Khaled Satour dans son texte diffamatoire – sur son blog – contre Ahmed Bensaâda). Bref au-dessus des classes ! Et cela depuis toujours, ou du moins à l'indépendance. Ce courant, empruntant parfois des catégories d'analyse marxiste, comme le trotskysme, pond des thèses dangereuses et paradoxalement rend un service inestimable aux armées de l'O.T.A.N. et de l'impérialisme dans son offensive destructrice des Etats-Nations, dont la colonne vertébrale est constituée par leurs armées issues de la guerre d'indépendance nationale. La réalité algérienne démontre que l'armée comme les autres institutions du pays est traversée par les contradictions sociales et politiques. Et que les luttes en son sein, reflètent les clivages que produit l'évolution socio-historique. Le « Hirak » a donné lieu à des décantations qui n'ont épargné aucun corps et des généraux croupissent en prison ou sont en fuite.

34- Voir l'alerte donnée, reprise sur la page facebook de Kayouche Abdelghani, en date du 11 avril 2019.

35- La suprématie de l'Etat-major sur le DRS avait progressivement débuté en 2013 avec l'affaire de Tiguentourine.

36- Une affiche sophistiquée d'Otpor a été remarquée en face de la cinémathèque d'Oran, alors qu'à Alger une large banderole rouge avec le signe de la poignée de main en noir flottait sur la battisse de la carcasse d'un immeuble. Une vidéo montre l'intrusion des services de sécurité en civil dans l'enceinte universitaire pour arrêter un élément qui a été localisé grâce à l'interception d'une communication téléphonique à Alger. Cette vidéo montre des étudiants en colère, protestant contre cette mesure présentée comme un « enlèvement », dans la 1ère phase du « Hirak ».

37- Le pacifisme du « Hirak » est à relativiser, si on recense les tentatives de le faire dévier, durant toutes ses phases.

38- L'attention de Bensaâda Ahmed a été attiré, lui qui fait un excellent travail sur la problématique des révolutions colorées, avec une stricte rigueur scientifique, sur la photo de la ballerine qui avait fait la une et le tour du monde, notamment à travers les medias français, Comme l'attention des animateurs du site raina.dz, qui publia cette photo, a été attiré sur le fait que la main de cette jeune danseuse Melissa Ziad, dans une variante de l'arabesque ne pouvait être fermée pareil au signe d'Otpor. La photo est un faux fabriqué et qu'elle – la bayadère – n'est pas une égérie du « Hirak » dans sa première phase (la scène date du 01 mars 2019), qui n'avait rien d'une ''révolution colorée''.

39 – Voir sur Youtube la vidéo qui illustre une scène nocturne à Alger et comparer avec celle des pieds-noirs sur l'INA.

40 – La paysannerie laborieuse et les ouvriers agricoles, dans la 1ère phase du « Hirak » par vendredi, venaient en petits groupes, aux chefs-lieux de Wilayas pour participer aux manifestations, dans les régions agricoles.

41- Les circonstances nouèrent une coalition tactique et conjoncturelle entre le clan de Abdelaziz Bouteflika et le défunt Ahmed Gaïd Salah, le premier manigançant afin d'éviter l'écueil de l'ex-D.R.S. pour un 4éme mandat, et le second profitant d'une bonne occasion pour détruire un adversaire historique considéré comme le chef de file du ''parti de la France'' par les anciens maquisards de l'A.N.P. . Et lorsque le « Hirak » initié à ses débuts par les réseaux de l'ex-D.R.S. leur échappa pour s'autonomiser, de nouveau Saïd Bouteflika et le général-major Mohamed Medière dit Toufik s'allieront pour mater ce « Hirak » populaire authentique, qui trouva un allié aussi puissant que le défunt Ahmed Gaïd Salah pour détrôner le clan de Bouteflika et détruire cette sainte alliance.

42- Dans une contribution en 2012, on avait tiré l'alarme sur le problème de la corruption en ces termes : « le grave fléau de la corruption, au sens large, paralyse et dérégule complètement toute vie sociale et politique saine. En Algérie, elle n'est pas uniquement institutionnalisée de facto , mais socialisée et intériorisée comme norme ; et dans sa genèse elle remonte à la guerre de libération nationale , comme pratique au sein même des rouages des instances officielles (G.P.R.A. , M.A.L.G. …) . Et pour extirper ce mal qui se reproduit d'abord à partir des hautes sphères , '' il faut vraiment courir '', mais c'est bien la seule issue d'un salut patriotique et d'un combat multiformes sur tous les plans : politique, morale, religieux, éthique, économique, répressif, pédagogique… Et même lorsqu'elle est subie pour la majorité, elle n'est pas rejetée. En tout cas, à mon humble avis, elle mènera inéluctablement à la dislocation de l'Algérie, comme facteur fossoyeur principal. A l'instar d'une métastase généralisée, elle rongera le tissu social et minera le jeu politique.»

43- La sainte alliance Saïd Bouteflika – Toufik, ayant perdu le premier round, changea de tactique avec ce tournant.

44- Le dégagisme est favorisé par la bourgeoisie. Il escamote la lutte de classe et la remise en cause du capitalisme.

45- La nature du pouvoir algérien et sa structuration ont fait qu'une coexistence de ses trois principaux pôles et la compétition entre eux pour l'hégémonie sont continues. Ce n'est pas le « Hirak » qui ''accusa des personnes'' – entendre le défunt Ahmed Gaïd Salah – mais c'est Saïd Saâdi qui s'attaqua à l'Etat-major de l'A.N.P. à travers la personne de son chef, dés le moment où celui-ci lancera la lutte contre la corruption et fera arrêté certains oligarques (Issad Rebrab), ensuite des ministres et généraux à leur tête Mohamed Medière dit Toufik…

46- Même Louiza Ighilahriz, la sénatrice démissionnaire contre le 5éme mandat, soutenant le candidat de l'Etat profond Ali Guediri, s'opposa à l'arrestation d'Issad Rebrab parmi la levée de bouclier solidaire avec cet oligarque, dont feu Belaïd Abdesselam – chef du gouvernement en 1993 – dénonça publiquement les méfaits avec le général Mohamed Touati et tout le groupe partisan de l'accord avec le F.M.I. et la Banque Mondiale. L'hebdo-libéré avait été lâché sur le 1er ministre, qui dans un long article en deux parties, lui régla son compte. Procédé en règle du D.R.S., utilisé pour faire démissionner tout haut responsable autonome, qui échappa au contrôle du système mafieux instauré et dénoncé par feu Mohamed Boudiaf.

47- Saïd Bouteflika misa dès 2001 sur une alliance avec Benjamin Stora, le conseiller présidentiel français, en l'invitant au colloque organisé étrangement par la fondation Asselah sur l'histoire de l'E.N.A.. L'objectif immédiat était la préparation de la réhabilitation de feu Messali Hadj, à laquelle contribua aussi Abdelmadjid Chikhi qui – grâce à ses manœuvres – sera promut par le clan Bouteflika au poste de directeur des archives nationales. Le point commun entre B. Stora et A. Chikhi est l'anticommunisme, malgré tout ce qui les sépare.

48- Déclaration du P.A.D.S. en date du 24 février 2019 (Texte sur le bulletin électronique : le lien).

49- Le général Khaled Nezzar, en voyant dans quel sens le vent tournait, qui tenta de se démarquer publiquement de la nouvelle sainte alliance alors qu'il y était impliqué, pour sauvegarder les intérêts de sa progéniture et sauver sa propre peau, se verra contraint de s'exiler. A la fin du mois de juillet 2019, un document anonyme intitulé ''La véritable histoire de la lutte entre A.G.S. et K.N.'' signé par le F.E.N.E.C. (Front pour l'Évolution Nationale et l'Éveil Citoyen) est balancé sur internet et circula par email. Les initiales sont ceux du chef d'Etat-major A.G.S. et les siens K.N. . Mais on n'entendra plus parler de cet étrange front. L'éloge du général et de son rôle pour une deuxième république transparait dans ce long texte où tous les noms sont donnés sous formes d'initiales que j'ai tenté de déchiffrer avec succès. Il nous révèle en Nota Bene que presque c'est lui qui est derrière l'appel anonyme du 22 février 2019 par cette phrase : ''… cette contribution à la vérité, ne pourra qu'assurer davantage vos convictions quant aux acteurs ayant préludés au réveil populaire.'' Il confirme l'impact des réseaux de l'ex-D.R.S. sur la société après le limogeage de son chef, et présente le défunt chef d'Etat-major et son allié le général Mohamed Gaïdi derrière l'offensive qui entrava le plan de Khaled Nezzar pour une deuxième république, à travers la tentative de création d'une chaine de T.V. ''ETHANIA'', pour faire émerger de futurs leaders du mouvement populaire. Il tente d'expliquer la stratégie électorale préconisée dés juillet 2018 avec un faible argumentaire.

50- Mohamed Taje, « Hirak » en Algérie, entre réalité et manipulations, Tunis, le 2 avril 2019 (sur Google).

51- Ivan Dmitriévitch Kovaltchenko, Les alternatives dans le développement de l'histoire, revue des sciences sociales, Moscou, 1986, p. 111, 112 et 113. En été 1989, j'avais donné un cours d'histoire de vulgarisation sur '' la théorie des alternatives historiques'' dans l'école régionale des cadres du PAGS à Oran, sur la base de ce document fondamental de la théorie marxiste-léniniste, reflétant le degré de la recherche dans son approfondissement en U.R.S.S. Alors qu'il y'avait en parallèle l'offensive destructrice gorbatchévo-eltsinienne, sournoise et déguisée sous couvert de '' glasnost et perestroïka'', que la direction de notre parti (et d'autres dans le monde), prenait naïvement pour un renouveau du socialisme et sa consolidation par la correction des erreurs du passé.

52- Constat fait chaque mardi à Oran et à Alger par des camarades, dans la seconde phase du « Hirak ».

53- Divers médias ont rendu compte de ces manœuvres militaires algéro-russe en méditerranée et de l'appui chinois.

54- Voir cette scène sur Youtube. La vidéo nous montre R. Nekkaz et ses collaborateurs obligés de fermer la fenêtre du balcon d'où ils tentèrent de se faire applaudir. Les jets de toutes sortes d'objets les feront fuir.

55- Hocine Belalloufi classera l'opposition ultralibérale (Issad Rebrab …) parmi les forces populaires ! Pour lui – qui avait refusé de dénoncer l'intervention agressive de l'impérialisme américain contre la Syrie en 2013 avec ses amis du ''rassemblement de gauche'', sous le prétexte qu'elle est dirigée par ''un dictateur''- en Algérie, à l'orée du « Hirak », les forces de l'alternative démocratique et du changement sont le P.S.T., le P.T. et le F.F.S. ! Quelle funeste analyse et fumisterie politique de la part d'un flibustier. Le crédo des trotskystes c'est l'amalgame comme vient de le prouver l'historien Grover Furr dans son ouvrage magistral : ‘’Les amalgames de Trotsky, Editions Delga, Paris 2016’’. Bien sûr qu’une masse importante de jeunes militants sincères sont influencés par ce courant – il faut faire un travail patient en leur direction – , grâce à la propagande de ces idéologues encouragés par les officines de l’impérialisme, surtout après l’effondrement de l’U.R.S.S. et du camp socialiste.

56- Alors que la population en Kabylie est sortie en liesse, à l’instar de toute l’Algérie et de tous les algériens dans le monde, fêtait la victoire de la coupe d’Afrique, les principaux activistes dans cette région ont ignoré l’événement ! Cette fois-ci c’est l’Etat-major de l’A.N.P. qui avait mis le paquet pour soutenir l’équipe nationale, alors que la victoire précédente avait été fêtée par eux, parce que c’était l’ex-D.R.S. qui pilotait l’opération à travers l’ancien président de la F.A.F. Mohamed Raouraoua et ses officiers !

57- L’icone du « Hirak » dans sa seconde phase Lakhdar Bouregaâ a, en apparence, un parcours d’éternel opposant d’avant l’indépendance nationale, parfois controversé. Il connaîtra une fulgurante promotion au grade de commandant de l’ALN en 1960, juste après l’affaire dite Si Salah qui aura pour conséquence la liquidation physique des officiers supérieurs du conseil de la Wilaya IV ses principaux protagonistes, mais survivra à sa décapitation d’Août 1961. Pendant la crise fratricide de l’été 1962, cette Wilaya adopta au début une attitude neutraliste, mais Lakhdar Bouregaâ s’alignera avec le groupe de Tizi Ouzou autour de feu Krim Belkacem et feu Mohamed Boudiaf contre le groupe de Tlemcen auquel appartenait feu Amar Ouamrane et feu Mohammedi Saïd. Il suivra ce premier en 1963 après la création de l’éphémère U.D.R.S. en clandestinité, ensuite feu Aït Ahmed qui fondera le F.F.S.. Il sera épargné par la répression qui s’était abattue sur l’O.R.P. après le coup d’Etat du 19 juin 1965. Il aidera Tahar Zbiri en 1967 à se cacher et s’enfuir, après l’échec de son coup d’Etat. Cette affaire ne lui sera reprochée qu’après avoir été mêlé à une rencontre avec le chef du M.D.R.A. en 1968, feu Krim Belkacem. Arrêté en juillet de la même année, il sera condamné pour les deux affaires à 30 ans de prison pour avoir participé à la tentative de renverser le président défunt Houari Boumediene et de son assassinat. Torturé atrocement, comme il le relate dans son ouvrage autobiographique, il sera gracié et libéré le 1er novembre 1975…Il participera avec les 19 ‘’personnalités’’ dont 3 se sont retirés en novembre 2015, pour adresser une lettre au président Abdelaziz Bouteflika. C’était au moment du limogeage de « Rab Dzaïr », qui était certainement derrière cette initiative, au vu de la composante des signataires de cette missive rendue publique.

58- Hocine Belalloufi qui est devenu l’idéologue non seulement des trotskystes, mais aussi de plusieurs renégats de l’ex-PAGS qui trouvent en lui la roue de secours justifiant leur déviation, récidive par l’amalgame dans une interview au journal El Watan où il inverse la cause par rapport à l’effet en déclarant que la crise politique a été provoquée par le « Hirak » qui a duré une année, sans distinguer entre ses phases d’évolution ! Alors que c’est bien la crise politique et institutionnelle qui a induit le soulèvement populaire salutaire. Il renie la déviation du « Hirak » en le mythifiant et le caressant dans le sens du poil et en considérant le danger de l’intervention étrangère comme potentiel et non réel. Le soutien de Macron au clan Bouteflika pour un 5éme mandat, ensuite pour le prolongement du 4éme, jusqu’à la dernière minute contre la volonté populaire, l’activité de l’ambassadeur français, ouvertement assistant la sainte alliance entre Mohamed Mediène dit Toufik et Saïd Bouteflika, l’opposition de la France déclarée au scrutin du 12 décembre 2019 etc. tout cela est-il une simple vue de l’esprit ..? Il est nécessaire de lutter contre ces déviations.

59- La social-démocratie française (dont le P.C.F.) s’illusionne à reformer l’U.E. impérialiste. L’Algérie doit se dégager impérativement de l’accord contracté durant le règne de Bouteflika, qui la lie à cette entité, et non le réviser.

60- Tout un dossier – sur internet – en arabe est réservé à cette histoire révélée publiquement avec l’énigmatique personnage de Mohamed El Ouali dit « Maréchal le Chat » de la région de Mostaganem, mort dans des circonstances douteuses à Glasgow en Ecosse. Lakhdar Benkoula a pris sa relève sur facebook pour distiller une idéologie anti-kabyle, comparable à celle anti-arabe du courant berbéro-sioniste, toutes les deux venimeuses.

61- Il est judicieux de rappeler, pour l’histoire, que le rapprochement discret (voire secret) d’un segment du pouvoir algérien avec l’entité sioniste s’était fait durant la décennie rouge de la lutte contre le terrorisme, par le biais du R.C.D. dirigé par Saïd Saâdi, qui s‘était affiché avec B.H.L. ouvertement en France où il vit actuellement. A l’époque, en 1996 Khalida Toumi (ex-Messaoudi) la nièce du rouquin, députée du R.C.D. s’était déplacée en Israël avec son ami Elisabeth Shemla, où elle avait été reçue par Shimon Perez président du soi-disant Centre pour ‘’la paix‘’ et David Levy le ministre des affaires étrangères. Cette visite n’avait donné lieu à aucune contestation de la part du pouvoir! Elle était certainement inspirée par le chef du D.R.S., ‘’Rab Dzaïr’’. Une fois Abdelaziz Bouteflika intronisé au pouvoir, il recevra à la présidence Elisabeth Shemla en compagnie de son amie promue ministre de la culture du R.C.D., Khalida Toumi, qui était par ailleurs une amie intime et alliée fidèle de la chef du P.T., Louisa Hanoune depuis au moins le mouvement féministe de 1982. (Voir : Elisabeth Shemla, Mon journal d’Algérie, novembre 1999 – janvier 2000. Editions Flammarion, Paris 2000).

62- Cet emblème (avec ses dérivés) qui est né suite à un très long processus, pour s’ériger en mythe fondateur du berbérisme (dont le kabylisme), ébranlent les fondements symboliques de l’Etat-Nation et du Maghreb. Il reflète la crise d’intégration de la Kabylie à cet Etat-Nation, instrumentalisée par les forces antinationales et impérialo-sioniste, afin de le disloquer et de le détacher du mouvement de libération nationale arabe, dont la question palestinienne demeure le nœud gordien. La 3ème et dernière phase du « Hirak » dominée par la collusion de la nébuleuse politique islamo-berbériste démontre que le but commun de ces deux mouvances est la destruction de l’Etat-National.

63- Ce sondage a été fait ouvertement sur la page facebook de Merzoug Touati qui s’est fait mieux démasquer.

64- Saïd Saâdi est l’auteur d’un premier livre intitulé ‘’l’échec recommencé’’. Il le rééditera après l’assassinat de feu Mohamed Boudiaf, président du H.C.E., qu’il avait critiqué et mis dans le même sac que les autres personnalités qui ne lui plaisait pas dans la première édition. Et comme il semblerait que le défunt projetait de le nommer chef d’un nouveau gouvernement, il effacera la trace de cette critique et la remplacera par des éloges dans la seconde édition. Parrainé par l’ex-chef du D.R.S., il jouera consciemment le rôle du lièvre, lors du scrutin présidentiel de 1995, où Liamine Zéroual avait été largement plébiscité – le P.A.D.S. étrangement, par une tactique électorale erronée avait soutenu sa candidature, alors que le regretté Abdelhamid Benzine s’en démarqua publiquement – et on réservera un quota important de députés et autres ‘’élus’’ à son parti le R.C.D.. Il collabora en compagnie de Khalida Toumi, au rapprochement avec les soutiens de l’entité sioniste en France, notamment Bernard Henri Levy (le natif de Béni Saf) et elle, en voyageant discrètement à Tel Aviv, en qualité de députée du R.C.D. (et d’auxiliaire de la police politique parrainée par son oncle maternel, en 1996. Avec le règne imposé de Bouteflika, Saïd Saâdi fera participer trois ministres de son parti au gouvernement. Cette alliance sera disloquée par le ‘’printemps noir’’ d’avril 2001, l’événement douloureux qui avait vu faucher la vie à près de 126 jeunes morts et des milliers de blessés.

65- La période où la Kabylie avait connu une accalmie relative, dans l’histoire post-indépendante de l’Algérie, est celle de feu le président Houari Boumediene de 1966 à 1978. Le courant berbériste, soutenu par la France néocoloniale en sous-main, avait fomenté des actions terroristes contre les représentations algériennes en France et tenté d’autres à Alger, Oran etc. Auparavant, feu Krim Belkacem, s’appuyant sur l’aide américaine et de l’entité sioniste en 1968, avec des commandos du MDRA, tentera de renverser par la force armée le pouvoir. Mais la Kabylie bénéficiant d’un plan de développement diversifié consistant, connaitra une stabilité grâce à la politique révolutionnaire du pouvoir, malgré ses limites et où l’élite kabyle joua un rôle important avec à sa tête feu Mohamed Saïd Mazouzi.

66- Dans un post de facebook, titré ‘’Ceux qui assimilent l’A.N.P. à l’A.L.N.’’, l’éditeur Boussad Ouadi, ancien gérant de la librairie El Idjtihad s’interrogea ironiquement: ‘’ Peuple et A.N.P. khawa-khawa ? ’’ Et trancha : ‘’Ceci est une mystification totale du point de vue des faits’’. Il se hasardât en histoire, comme d’autres politiciens, à partir du prisme idéologique berbéro-trotskyste et par anachronisme situa ‘’ la bataille d’Alger ’’ avant le congrès de la Soummam qu’il sublime, en intériorisant le fait que c’était une action armée et croyant aussi que l’affaire de Melouza précéda ce congrès. Et enfin tira la conclusion que la leçon tirée à partir de ces expériences poussa les dirigeants à affirmer ‘’la suprématie du civil sur le militaire’’ ! Examinant les faits, comme il le souhaite. Les deux événements ont eu lieu après le congrès de la Soummam qui s’était tenu du 20 août au 5 septembre 1956. La dite ‘’bataille d’Alger’’initiée par le F.L.N. était en fait une grève politique pacifique, à laquelle le colonialisme répliqua par une action armée des parachutistes ; l’affaire Melouza a eu lieu le 28 mai 1957 que l’A.L.N. entreprit pour punir les soutiens du M.N.A. et son armée de Bellounis. Ce n’est pas le lieu ici de détailler plus ou d’examiner s’il y a eu erreur de la part du F.L.N.- A.L.N., comme le suggère la réflexion erronée de l’auteur de ce post. Et il entretient une confusion – à l’instar de ceux qui sacralisent le congrès de la Soummam (Saïd Saâdi en premier lieu), héritage historique instrumentalisé actuellement à des fins de conquête du pouvoir politique – sur les concepts. La décision retenue était celle de la primauté de l’intérieur sur l’extérieur et du politique (non du civil) sur le militaire. L’évolution de la situation après la dite ‘’bataille d’Alger’’ remis en cause le premier principe lorsque le C.C.E. s’exila, y compris feu Abane Ramdane, alors que le chahid Larbi Ben M’hidi fut arrêté et assassiné. Par contre le second principe, en pleine guerre de libération et au niveau des Wilayas fut cumulé avec le rôle du militaire au niveau d’une même personne, le colonel politico-militaire, qui avait trois commandants adjoints : politique, militaire et renseignement-liaison. La vie faisait que les moudjahidines étaient des militants en armes… La même répartition des fonctions régissait les niveaux subalternes (Je reviendrai sur le sujet dans une contribution spécifique relative au congrès de la Soummam tellement galvaudé à l’occasion du « Hirak »).

67- Plus que toute autre communauté algérienne, celle de la Kabylie avait connu non seulement un phénomène d’émigration vers l’Orient (Biled Echem) depuis 1831, ensuite migratoire interne surtout vers l’Oranie, région la plus européanisée et enfin la France ou la métropole, vers la fin du 19éme siècle en s’amplifiant plus après la 1ère guerre mondiale. Et bien sûr vers les pays du Maghreb, comme le Maroc où la Tunisie sous protectorat français.

68- Husseïn Mroué, la shou3oubiya dans l’histoire arabe (in comment connaitre notre patrimoine), 2ème édition en arabe, Mouassasset El abhath El ‘arabiya, Beyrouth, 1986, p 257 à 262.

69- Le trio dirigeant du M.D.S. avait toujours imposé au conseil national et contre la volonté majoritaire de ce mouvement, la participation au scrutin présidentiel durant le règne de Bouteflika. Le candidat Fethi Guerras, son porte-parole, participa à la compétition du 18 avril 2019 annulée dans la phase des signatures nécessaires à réunir, dont il n’avait pas réussi à avoir le nombre suffisant pour prétendre être candidat. Il s’opposera avec acharnement aux présidentielles du 12 décembre 2019, dans une alliance de l’alternative dite démocratique douteuse. Yacine Téguia, son secrétaire général, vient récemment dans un post sur facebook à la rescousse ‘’des ténors du Hirak’’(Addi Lahouari et consorts), s’attaquant gratuitement à Ahmed Bensaâda et surtout Mohamed Bouhamidi dans une polémique stérile et amalgamée. A cours d'arguments, il prétend vulgairement les confondre avec Amar Saïdani, l'ex-S.G. du F.L.N. retourné de l'ex-D.R.S. au profit du clan Bouteflika, dans une analogie parallèle anachronique!

70- La situation en Kabylie avait échappé à tout contrôle de l'Etat, comme le démontrera le jour même du scrutin présidentiel. La violence utilisée et la prise en otage de la population illustre bien la dualité du pouvoir qui s'instaura avec un avantage de celui de l'opposition et des séparatistes. La langue arabe officielle est gommée de toutes les plaques et panneaux d'indication routière. C'est la dérive totale du « Hirak » dit pacifique !

71- Le déni de la réalité par les opposants aux présidentielles du 12 décembre 2019, atteindra son summum avec le cortège funèbre de feu Ahmed Gaïd Salah, chef d'Etat-major. Une marée humaine rappelant celui de feu le président Houari Boumediene ou du chahid Mohamed Boudiaf. La collusion avec l'Etat français était frappante.

72- Les manifestations du « Hirak » du 21 et 22 février 2020, observées directement à Alger – comme celles du 8 novembre 2019 – après l'écoulement d'une année, avaient marqué les deux grands moments du « Hirak » à sa troisième phase dominée par les islamistes et à sa seconde phase dominée par le P.A.D.. On avait l'impression que les autorités donnèrent l'instruction de laisser libre cours aux marches. Le drapeau berbère qui était interdit et même celui de ''Daech'' noir se côtoieront le long des cortèges, que ce soit celui venant de la place du 1er mai et empruntant le boulevard Hassiba Benbouali ou la rue Didouche Mourad allant vers la place Maurice Audin et la Grande Poste. Déjà la matinée, avant les manifestations, des hordes d'islamistes s'entrainèrent avec leur accoutrement habituel

comme des commandos, que des éléments du B.R.I. encerclèrent dans une course poursuite. Des groupes soudés hisseront les portraits d'Ali Belhadj et d'autres celui de l'ex-président égyptien Mohamed Morsi …

73- Les événements du ''printemps arabe'' et d'ailleurs prouvent que ce n'est que relativement que '' la politique du régime '' constitue '' le principal agent de déstabilisation '', des alliés de l'impérialisme furent sacrifiés comme en Egypte, en Tunisie… En conclusion, le trotskyste Hocine Belalloufi qui crée encore l'amalgame entre la vision complotiste et la nécessaire vigilance, s'approprie la paternité de nos idées et propositions d'orientations générales d'une alternative politique qui découle de l'analyse de la situation actuelle.

74- En 2012, suite à une conférence d'histoire donnée à l'occasion du 1er novembre, sur le témoignage de feu Mohamed Boudiaf. Dans le débat, la discussion avait débordé sur le sujet de son assassinat et la thèse que François Mitterrand en était le commanditaire avait été avancé avec un argumentaire fondé sur l'histoire.

75- On peut illustrer par les réseaux de la progéniture de ses éléments établie en France et récompensée en plein « Hirak » par l'Etat français, mais qui exerce une influence importante sur des jeunes en tant qu'activistes d'obédience trotskisante sur la toile.

76- Il suffit de se référer aux pages facebook de ceux qui sont cités pendant cet épisode, pour se rendre compte soi-même de cette vérité amère. L'un deux parle même de solidarité internationaliste du Parlement Européen !

77- L'activiste des droits de l'hommisme Fekhar Kamel Eddine était passé du F.F.S. au Mouvement dit de l'autonomie du Mzab. Il s'illustrera par une lettre publique adressée au S.G. de l'O.N.U. demandant son intervention contre l'Etat algérien pour son paisible ''peuple mozabite'' qui vit une oppression depuis 1962 ! Rares sont ceux qui savent que cette activiste avait un parent haut protecteur qui le tirait d'affaire à chaque fois qu'il avait des ennuis avec la sécurité et la justice sur une question sensible qui touche à l'unité territoriale de l'Algérie. Ce personnage, membre influent des réseaux de l'Etat profond (ex-D.R.S.) était le doyen de l'institut d'histoire d'Oran – Fekhar Brahim – président de l'Union Nationale des Historiens Algériens, indétrônable depuis le temps du parti unique. Il sera député du R.N.D. et finira sa carrière en qualité de sénateur du tiers présidentiel pendant le règne d'Abdelaziz Bouteflika -deux mandats- jusqu'à sa mort. Un anticommuniste et proaméricain. Ce n'est qu'après son décès que son neveu Kamel Eddine avait été inquiété, à cause de son activité portant atteinte à l'intégrité territoriale de l'Algérie, en appelant à l'ingérence étrangère, sous le paravent de la lutte pour les droits de l'homme.

78- Bien avant, depuis au moins 2011, dans des contributions sur l'histoire nationale et politiques, l'attention de nos compatriotes, des ami(e)s et camarades est attirée sur les convoitises de l'impérialisme qui se prépare à disloquer l'Etat-National algérien, quelques soient les déclarations officielles, en appelant à la lutte et à la résistance, pour le préserver sur internet et auparavant, par la diffusion directe.

79- La Turquie islamiste se dispute avec la France l'hégémonie de l'influence multiple (économique, politique, géostratégique et militaire) sur leur ancienne sphère de domination coloniale du monde arabo-musulman, y compris l'Algérie, en s'appuyant sur le mouvement des frères musulmans du M.S.P. et le courant Rachad qui s'est particulièrement renforcé dans la troisième phase du « Hirak », en s'alliant avec une variante du courant berbériste et culturaliste. Sachant l'appartenance de ces deux puissances méditerranéennes à l'O.T.A.N., leur alliance avec l'entité sioniste et leur rôle dans la destruction relative de la Syrie résistante (toujours en cours) et celle de la Libye en voie de partition, l'Algérie doit demeurer sur ses gardes en renforçant d'abord le front intérieur de la cohésion politique et militaire (populaire), ainsi qu'une action diplomatique intelligente visant coûte que coûte à éloigner le spectre de la guerre de nos frontières.

80- A l'occasion du 01 mai, le P.A.D.S. souligna dans sa déclaration l'échec du mouvement populaire du 22 février 2019 qui ''n'a pas réussi à déboucher sur le remplacement du régime de la clique de Bouteflika par un régime démocratique révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière, ses alliés, les couches sociales populaires''…'' à cause de la faiblesse politique de la classe ouvrière'', alors que cet objectif n'a jamais été revendiqué publiquement par ce mouvement et ne pouvait, à mon avis, être fixé au soulèvement dans un rapport de force défavorable. Il demeure toujours un but à atteindre – celui de la conquête du pouvoir – par la voie de la révolution socialiste.

81- Décréter le 22 février journée nationale de la fraternité et de la cohésion peuple-armée contre le néocolonialisme et pour la défense de l'Etat-National, doit se traduire par une politique générale et socio-économique antilibérale.

82- C'est le contenu du projet de déclaration fait à la veille du 1er novembre 2019, reflétant l'orientation générale qui doit, à notre humble avis, guider l'action du front anti-néocolonial dans le contexte d'aujourd'hui.

83- Des propositions écrites sont faites par les camarades de la « Voie Communiste », du PADS, du CNS, du ''PCA'' et d'autres à titre individuel, parfois elles se croisent et se complètent. Elles constituent de précieux matériaux qu'il faut synthétiser pour arriver à élaborer le programme des partisans du socialisme dans cette phase particulière.

84- Le P.L.D., dont le douteux président, Moulay Driss Chentouf, avait été un membre coopté du C.N.T. en 1994

comme Zoubida Assoul et compagnie, après s'être coalisé en tant que partenaire du P.A.D., avec les courants islamistes et berbéristes depuis la seconde phase du « Hirak » jusqu'à sa suspension, il vient de divorcer tardivement avec cette coalition. Sa ''laïcité'', franciste et greffée, cache en fait une analogie frappante avec celle de Djemila Benhabib (l'islamophobe), la fille de son vice-président, franc-maçon pro-sioniste qui a dernièrement visité '' la nouvelle capitale d'Israël : Jérusalem '' – El Qods – dans l'enceinte même de l'ambassade du Canada son pays d'adoption. Une sympathie à peine voilée lie le chef du P.L.D. et celui du M.D.S. d'Oran, Saïd Kateb à cette femme pour laquelle ils ont fait la promotion de ses livres soi-disant dans un but commun anti-islamiste, mais jamais anti-néocolonial et antisioniste ! Cette femme a du mépris vis-à-vis de tout un peuple (palestinien) qui lutte pour sa libération du joug colonial. Ceux qui lui font la promotion ne sont pas fondamentalement trop différents d'elle. Le chef du P.L.D. et son adjoint, qui flirtèrent hier avec Mohamed Sifaoui le pro-sioniste, et aujourd'hui avec Saïd Saâdi le social-libéral ami de B.H.L. en hissant l'épouvantail de l'intégrisme, s'attaque honteusement et vicieusement au seul héritage globalement positif de l'Algérie indépendante – malgré les erreurs et les insuffisances – celui du défunt président Houari Boumediene dont nous, les communistes algériens, nous nous réclamons fièrement (surtout la période 1972-1978). La France et ses alliés, en appui sur la 3éme force, sont derrière son assassinat par empoisonnement ici même en Algérie. Chentouf invente de faux témoignages livrés aux jeunes sur la relation du P.A.G.S. avec ce révolutionnaire attaqué par ses amis de la social-démocratie, libéraux, berbéristes et les islamistes qu'il prétend combattre. Le transfert des activités de cette féministe du Canada à la Belgique (siège de l'U.E.) n'est pas fortuit. Il reflète l'appartenance à un puissant réseau, (celui de la Franc-maçonnerie) pro-sioniste ; l'invitation de Mohamed Sifaoui, pour une prochaine conférence «Sur l'islam politique» à Bruxelles, médiatisée par D. Benhabib sur sa page facebook, nous renseigne sur la coordination de l'activité de ces partisans de la « laïcité » made in France.

85- Les illusions sur la voie parlementaire et électorale en général s'estompent, avec l'expérience historique de «l'eurocommunisme» et celle récente de l'Amérique latine, dans le contexte de la mondialisation impérialiste.

86- L'information qui a fuité de milieux proches de certains candidats, se confirme par l'acharnement des forces opposées aux présidentielles qui rejettent les résultats, parce qu'elle leur est parvenue de source intérieure infiltrée.

87- La profusion du drapeau national, sous diverses formes, à pris une ampleur inédite. Symbole de l'Etat-Nation issue de la guerre d'indépendance nationale, dont les masses populaires se sont appropriées massivement durant le « Hirak », comme bouclier contre la tentation répressive. Il rapprocha l'ANP et son Etat-major, dont les membres de tous grades, le lèvent et saluent quotidiennement, du peuple et sa jeunesse, faisant ressurgir le souvenir des inouïs sacrifices consentis pour lui, dans les luttes pour l'indépendance nationale contre le colonialisme. Au plan psychique et morale, il est le substrat de la conscience nationale ; comme au plan politique, il représente le fondement du caractère républicain de l'Etat-National, dont le clan-régime Bouteflikien tenta de remettre en cause en projetant une succession de type népotique et clanique, s'appuyant sur les trois pays U.S.A., France et E.A.U., qui ont parrainé extérieurement son intronisation à la présidence en 1999 et continuent de le protéger contre toute poursuite.

88- Continuant son amalgame habituel et voulant nier le changement de cap du « Hirak », Hocine Belalloufi justifiera par le fait qu'une fraction du pouvoir (sous-entendue celle du Chef d'Etat-major) avait changé de cap en appui sur lui, pour ''renverser la fraction Bouteflika'' après avoir soutenu le 5éme mandat ! Les faits sont têtus, dixit Lénine. Nous avons démontré plus haut que c'est le D.R.S. qui avait parrainé la candidature et soutenu les trois premiers mandats du président imposé. Le poste de chef d'Etat-major est revenu au défunt Ahmed Gaïd Salah alors qu'on allait le mettre en retraite en qualité de chef des forces terrestres, poste auquel il avait été promu par son allié Liamine Zeroual qui était ministre de la défense en 1994. L'opposition au second mandat de feu le général Mohamed Lamari et son échec, l'avait fait éjecté (poussé à la démission), et remplacé par le défunt Ahmed Gaïd Salah auquel revenait ce poste automatiquement. Le D.R.S. avait l'hégémonie toujours sur le reste des deux pôles du pouvoir. Le quatrième mandat, contrairement à la propagande dominante et aux apparences est le résultat d'une mésentente entre lui et le chef d'Etat-major sur un successeur et la prééminence qui avait entretemps changée au profit du chef d'Etat-major qui renforça sa position au sein de l'armée, en devenant aussi vice-ministre de la défense en raison de l'accident handicapant du président qui détenait la fonction de ministre de la défense. Le clan présidentiel avait déjà éliminé feu Ali Tounsi (du clan du D.R.S.) opposé à un éventuel troisième mandat dès le début et éventuellement feu le général Smaïl Lamari, l'adjoint-chef du D.R.S. qui était lui aussi contre toute modification de la constitution sur le nombre de mandat présidentiel, ce qui avait forcé son chef de file à rempiler pour un troisième mandat. Le clan de Bouteflika avait mis en place une redoutable police politique parallèle dès 2003 dirigée secrètement par Yazid Zerhouni. Le rapport de force ne lui avait pas permis d'en faire le coordinateur de l'ensemble des services de sécurité en qualité de ministre de l'intérieur. Sachant la lutte à mort entre le chef d'Etat-major et vice-ministre de la défense et le patron du D.R.S. ''Rab Dzaïr'' qui avait forcé son allié historique Liamine Zeroual à démissionner de la présidence avant terme, Saïd Bouteflika le dauphin qui voulait remplacer officiellement son frère aîné trouva face à son ambition une opposition des deux autres pôles du pouvoir, mais de facto il régna sur la présidence. Après l'écartement du chef du D.R.S., le clan Bouteflika prépara deux futurs successeurs pour protéger ses arrières, en l'occurrence le général Abdelghani Hamel chef de la sûreté nationale – auquel l'Etat-major fera barrage, grâce à l'affaire de la cocaïne qui lui avait aussi permis de liquider des généraux membres du clan de l'ex-chef du D.R.S. (Saïd Bey et Habib Chentouf) emprisonnés au début et libérés par la présidence (Saïd Bouteflika) en 2018 – et Chakib Khelil innocenté, entamant une précampagne à travers les zaouïas, base d'appuis du clan. L'Etat profond avait gardé une grande influence, comme on l'a montré et préparait dès cette année son candidat potentiel, le général Ali Guédiri.

89- Le caractère contradictoire du mouvement de masse s'affirmera avec son évolution d'une phase à une autre et l'aiguisement de la confrontation et de la lutte de classe qui a un contenu anti-néocolonialiste dans le cas de l'Algérie dans cette étape historique.

90- Cette question demeure fondamentale – Capitalisme ou Socialisme – pour l'avenir de notre peuple. Le choix de la perspective socialiste, clairement proclamée par le chahid Mohammed Larbi Ben M'hidi avant la tenue du congrès de la Soummam, et qui sera consacrée par la Charte de Tripoli, celle d'Alger, ensuite la Charte Nationale est le seul conforme aux aspirations de la majorité de notre peuple, des sacrifices de milliers de martyr(e)s et de militant(e)s de toutes les générations. La justice sociale ne peut être concrétisée que dans ce cadre. A l'échelle mondiale, l'humanité vivant la crise sanitaire du coronavirus, se rend compte de la supériorité du système socialiste, dans l'intérêt de la majorité des habitant(e)s de la planète. L'Etat-National algérien ne peut survivre, se développer et se pérenniser que dans la perspective du socialisme. Le bilan global, de toute la période de l'indépendance, démontre ce choix. La voie capitaliste, suivie progressivement depuis 1981, ne mènera qu'à la dislocation de l'Algérie, en plusieurs entités disparates, au profit des forces impérialo-sionistes et réactionnaires. Il n'y a pas lieu d'opposer le socialisme à la religion musulmane (tactique de la droite réactionnaire), fidèlement aux traditions de luttes des communistes algériens, depuis le PCA (et même avant) et le PAGS jusqu'à aujourd'hui.

91- J'avais dénoncé dans une lettre de protestation – dont je préserve le texte – au chef du gouvernement en avril 2003, le harcèlement policier de la police politique parallèle du clan Bouteflika que j'ai vécu après la manifestation populaire d'Oran contre l'invasion de l'Irak par l'armée américaine et ses alliés de l'O.T.A.N.. J'ai même déposé plainte contre son segment illégal dirigé par le directeur de la sûreté d'Oran M. Mokrani (homme de main de feu Ali Tounsi) qui sera sacrifié après l'assassinat de son mentor. Sans rentrer dans le détail d'un drame personnel vécu pendant plus d'un mois, où j'étais contraint de rentrer en clandestinité, dans la course poursuite, je me sauvai souvent chez l'A.N.P. avec l'aide d'amis (chef du secteur militaire, commandant de la gendarmerie, caserne des forces spéciales, régional de la sécurité…) qui m'avait aidé contre ce réseau en me protégeant, selon les situations où je me trouvais pour desserrer l'étau autour de moi, sauver ma peau d'une tentative de liquidation et m'enfuir vers des lieux d'hébergement d'amis… J'ai fait le maximum de tapage par téléphone (il n'y avait à l'époque ni portable, ni internet). J'avais le statut officiel de cadre de la culture, syndicaliste d'artistes et de membre de la commission de l'O.N.D.A. d'Oran. Depuis cet événement, j'ai écopé une maladie, mais j'avais résisté comme je l'ai fait dans la terrible période du terrorisme à Oran au Palais de la Culture, au moment où notre milieu était la cible privilégiée de l'intégrisme islamiste. On s'était opposé, depuis le 1er mandat, au candidat Abdelaziz Bouteflika, publiquement. Cette affaire s'expliquera à postériori par le fait que la préparation du second mandat avait commencé secrètement, avec des tiraillements au sommet, et qu'on avait été pris dans un engrenage des luttes intestines autour de cette échéance. Ce phénomène des polices politiques parallèles proliféra autour des différents pôles du pouvoir.

92- Comment prétendre lutter pour ''le recouvrement de la souveraineté populaire'' en voulant imposer un triumvirat qui préparera les élections présidentielles après une phase de transition ? La souveraineté populaire était bafouée par l'Etat profond qui domina depuis longtemps y compris l'A.N.P. jusqu'en 2014. L'expérience du H.C.E. et des élections présidentielles de 1995 qui étaient relativement conformes à la souveraineté populaire, en hissant le ministre de la défense, devenu chef d'Etat Liamine Zeroual principalement, grâce à la lutte contre le terrorisme intégriste, démontre que c'était le D.R.S. qui poussa le président à écourter son mandat, se voyant à la fin sans véritable pouvoir réel.

93- La revendication du nouvel ordre économique international, par le regretté président Houari Boumediene au nom des pays non-alignés, dans le contexte de l'époque, doit ressurgir et être mieux adaptée au contexte actuel de la mondialisation impérialiste, de plus en plus multipolaire, où la Chine supplante progressivement les U.S.A. en tant que première puissance mondiale. Cette évolution, à laquelle résiste férocement l'impérialisme américain, ouvre de nouvelles perspectives, pour refonder toutes les institutions mondiales (économiques et financières, politiques…).

94- La question syndicale elle aussi mérite réflexion à l'occasion de cet événement pour déterminer une juste orientation. La tentative de réappropriation de l'U.G.T.A., malgré toutes les tentatives du passé, est une impasse sans issue. Il s'agit d'ouvrir un débat national sur le sujet, pour évaluer toutes les expériences, y compris du pluralisme syndical de façade. C'est dans les luttes concrètes qu'émergeront les meilleures formes d'organisation…

94bis- Aujourd'hui l'avant-garde politique communiste n'arrive toujours pas à s'unir dans un même cadre organique, alors qu'elle demeure très réduite numériquement. Ce qui nuit à son action, à son influence et à son avenir et celui de l'ensemble des travailleurs et des masses laborieuses. La jeune génération actuelle est désorientée par cet éparpillement injuste et injustifié à ses propres yeux. Elle l'est encore plus, par la perspective de la social-démocratie (dont le trotskisme) dont il faut combattre fermement l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier algérien. La force des communistes algériens réside dans leur unité et leur liaison avec la classe laborieuse sur la base d'un programme et de statuts élaborés en commun et adoptés par un congrès national qui élira une direction collégiale. C'est la seule alternative mobilisatrice possible qui assurera la reconstruction d'un parti qui préservera son autonomie politique par rapport au pouvoir, à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie. Un ultime appel a été lancé, à l'occasion de ce 1er mai 2020, pour l'unité des rangs communistes algériens, sur des bases politiques et de principes du marxisme-léninisme. Avant d'appeler les travailleurs à s'unir, leur avant-garde le doit d'abord.

95- Dans la pure tradition trotskyste de traitrise – dont les leaders s'accrochent aux fesses des communistes, plagiant la théorie marxiste-léniniste et s'attaquant à eux derrière leurs dos, se présentant aux jeunes ouvriers et à toutes les autres catégories, comme de vrais révolutionnaires, en les déroutant par leur phraséologie ultra-radicale et antistalinienne – le « Hirak » a été une bonne épreuve qui permet de démasquer cet adversaire déguisé sur lequel la bourgeoisie compte beaucoup pour assoir sa domination, comme le prouve l'expérience du P.T. et de sa passionaria Louisa Hanoune, depuis Saint Egidio jusqu'au flirt avec le pouvoir Toufiko-Bouteflikien, dans ses manigances. Leur alliance est une continuation de la tradition du couple historique Messalisme-Lambertisme, dans la mesure où le bouteflikisme est une tendance néo-messaliste, de l'intérieur même du F.L.N., qui constituait un front large, avant de devenir un appareil et courroie de transmission du pouvoir, après l'échec d'en faire un parti d'avant-garde avec la fusion du P.C.A. et de son aile gauche, en s'inspirant de l'expérience cubaine en 1964. Louisa Hanoune incarcérée bénéficia d'une solidarité particulière en France à travers une action (pétition) animée discrètement par Benjamin Stora. Alors que Hocine (ou Patrick) Belalloufi voit ses écrits journalistiques superficiels largement médiatisés par les sites de la 4éme internationale d'obédience trotskyste.

96- Les éditions Delga ont traduit, au français, une série d'ouvrages de l'historien Grover Furr et d'autres auteurs, sur des problématiques liées à l'histoire de l'U.R.S.S. Cet auteur a un site sur internet qui aborde aussi ces sujets. J'ai eu l'occasion d'avoir un petit échange avec lui sur « le culte de la personnalité » et le komintern. Nous avons eu aussi l'occasion de faire circuler certains de ses livres, comme « Khrouchtchev a menti », « Iejov contre Staline », « Les massacres de Katyn » en attendant d'autres … Il est nécessaire de trouver une maison d'Edition qui traduirait, à la langue arabe, ces recherches basées sur des sources archivistiques de première main, et faire leur diffusion en Algérie pour faire connaitre les causes réelles de l'échec momentané, de l'expérience socialiste dans l'ex-U.R.S.S.

97- La fraternisation de Sadek Hadjeres, qui renoue avec le berbérisme de sa jeunesse, avec Larbi Zitout leader du mouvement islamiste Rachad, a étonné certains anciens du P.A.G.S., alors qu'il suffit de voir sur son site Socialgerie pour savoir que sa position n'est pas nouvelle. Déjà qu'il gênera énormément la reconstruction d'un parti communiste par son attitude d'être au-dessous de la mêlée, en justifiant la politique gorbatchévienne, comme l'avait fait aussi feu Hachemi Cherif tout en radicalisant sa position vis-à-vis de l'islamisme politique et renonçant au socialisme, en lui substituant le prétendu ''capitalisme moderne''.

98- Le nouveau pouvoir a réussi, relativement, à atténuer les pressions de l'Etat français sur l'Algérie, en changeant son l'ambassadeur en Algérie, certainement en faisant des concessions pour être reconnu. Comme il est parvenu à rétablir le lien avec la Kabylie, qui échappa à tout contrôle pendant les présidentielles. La réhabilitation de l'oligarque Issad Rebrab – vénéré par tous – a sans doute contribué a diminué la tension, en plus du confinement sanitaire. Il a même été convié à la dernière tripartite, après avoir été reçu par des ministres…Les travailleurs en Kabylie se rendent comptent, avec le licenciement des syndicalistes, que le vrai clivage n'est pas identitaire, mais d'intérêt de classe. Il y'a la reprise d'un «Hirak» sporadique dans certains lieux en Kabylie et parmi la diaspora, fixé sur la revendication de la libération des détenus ''d'opinions'', comme l'activiste Khaled Drareni et bien d'autres… Plusieurs autres activistes virtuels se sont tus depuis, définitivement, ou ne s'agitent plus comme avant. Soient ils sont rentrés dans les rangs, suite à la distribution de quelques strapontins, ou ils ont perdu définitivement espoir, à cause leur désunion…lâchés par l'Etat néocolonial. Arab Izzarouken – qui avait d'abord muté en social-démocrate ensuite en social-libéral, en travaillant pour le compte de l'Union Européenne à Oran et Alger – s'est illustré dans la 1ère phase du «Hirak» en adhérant au staff du candidat de l'Etat profond, Ali

Guediri, et adressant une lettre ouverte, à ses anciens camarades (entendre du PAGS) et ami(e)s pour le soutenir. Après les déboires vécus par le candidat, son parrain (Toufik) et son financier (Issad Rebrab), il redoublera de férocité, dans la seconde phase du « Hirak », en vain, pour saborder le scrutin. Dans la 3ème et dernière phase du «Hirak», il se coalisera sur le terrain avec les éléments de Rachad, lui qui se faisait passé pour un anti-islamiste acharné, pour enfin se calmer un peu après la réhabilitation d'Issad Rebrab et les bruits qui courent sur le statut donné à l'ex-patron du D.R.S. ! Son influence est efficace et néfaste sur des anciens du PAGS qui le trouvent généreux (avec l'argent qu'il gagne et distribue), alors que cela prend une forme de corruption, pour les emmener au fond, à adopter ses positions politiques. – Ahmed Bensaâda s'attaqua, cet été, à certains ténors du «Hirak», mais se trompent sur deux aspects : Lorsqu'il ne met pas en relief le rôle de l'ingérence de l'Etat néocolonial français prépondérant par rapport à celui du N.E.D., Otpor et autres officines derrière les révolutions colorées, et appuyant la relève de la 3ème force néocoloniale. Aussi se trompe-t-il sur le cas de Zoubida Assoul, en la classant parmi les O.N.Gisées, alors qu'elle est d'abord une auxiliaire de l'ex-D.R.S., et à ce titre elle se retrouva dans les O.N.G. citées, comme elle passa du mouvement de la Mouwatana et de présidente d'un parti, au staff du candidat Ali Ghédiri de l'Etat profond. L'attaque subie par K. Cheikh, l'éditeur du livre, ne peut provenir que de ces réseaux.

99-

L'orientation de la politique socio-économique social-libérale du pouvoir se confirme avec la tripartite, alors qu'il continue la lutte contre la corruption, à travers tous les procès des affaires de l'ancien régime de Bouteflika, que le ''Mendjel'' (faucille) du défunt Ahmed Gaïd Salah avait fauché lors de la 1ère phase du « Hirak », et la lutte contre la tendance mafieuse au sein des rouages de l'Etat, et des rangs des fractions de la bourgeoisie. Le nouveau président tente d'unir l'ensemble de la bourgeoisie algérienne autour de son pouvoir pour élargir sa base sociale. Les mesures préconisées vont approfondir la voie capitaliste dans les limites d'une économie de traite néocoloniale, qui aura des conséquences catastrophiques pour les travailleurs et le pays. Il faut combattre cette orientation socio-économique fermement et l'infléchir dans un sens anti-néocolonial, édifiant une économie dominée par le secteur public. Notre consigne de vote, lors du prochain référendum du 1ère novembre sur la constitution, ne peut être qu'identique à celle du scrutin présidentiel, c'est-à-dire un bulletin nul, dans le souci de préserver l'Etat-National.

100- Voir la déclaration du 30 juillet 2020 de la « célébration de la 80éme année du martyre de Kaddour Belkaïm 1er secrétaire du PCA mort en détention du typhus », d'un Groupe de Communistes Algériens sur le blog internet de Mohamed Bouhamidi, le site raïna-dz, les pages facebook de Hamid Ould Hocine, Abdelatif Rebah, Larbi Oucherif et Fateh Agrane (lien).

EPILOGUE : Quelques mois avant l'annonce du 5ème mandat, en septembre 2018, s'ouvra ''un colloque international'' sur « Syphax et la rencontre de Siga en 206 a-J.C. » à Aïn Temouchent, initié par le H.C.A. ; c'était la dernière étape entamée pour assurer une victoire certaine à Abdelaziz Bouteflika, en instrumentalisant une figure occultée de notre histoire antique préromaine. En 1995, j'étais muté d'Oran à la D.C. d'Aïn Temouchent, en tant que cadre et historien, pour diriger une commission scientifique préparatoire, d'un 1er colloque sabordé sur ce thème tabou à l'époque ! REMARQUE : Les notes et références sont datées du 15 septembre

Partager :

Twitter Facebook

J'aime

Un blogueur aime ceci.

Sur le même thème

Ahmed Bensaada. Qui sont ces ténors autoproclamés du Hirak algérien ? APIC éditions, Alger 2020. Les bonnes feuilles.

Dans "Algérie Politique"

De la nécessité d'écrire. Par Zackaria Daoudi.

Dans "Algérie Politique"

Après l'élection du président Tebboune et les funérailles du général Ahmed Gaïd Salah. Republication d'une analyse du 28 décembre 2019 du Collectif novembre.

Dans "Algérie Politique"

Publié par collectifnovembrepourlesocialisme

Voir tous les articles par collectifnovembrepourlesocialisme

← PRÉCÉDENT
La destruction de l'Ukraine est le premier pas vers la troisième guerre mondiale, l'affaire Navalny est le suivant. par Dimitris Konstantakopoulos.

VOTRE COMMENTAIRE

Entrez votre commentaire...

© 2020 COLLECTIF NOVEMBRE POUR LE SOCIALISME

CE SITE VOUS EST PROPOSÉ PAR WORDPRESS.COM.